

MALI

RAPPORT ANNUEL - ANNUAL REPORT

2013



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

- 1 **Le mot du PDG de BOA GROUP**
Message from the CEO of BOA GROUP
- 2-3 **Plus de 30 ans de croissance et d'expansion**
Over 30 years of growth and expansion
- 4 **Plus de 30 ans d'expérience au service des clients**
Over 30 years of experience serving customers
- 5 **Les engagements du Groupe**
The commitments of the Group
- 6 **Produits et Services disponibles**
French only

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT

- 8-9 **Le mot du Directeur Général**
Comments from the Managing Director
- 10 **Faits marquants 2013**
Highlights 2013
- 11 **Chiffres-clés au 31/12/2013**
Key figures on 31/12/2013
- 12-13 **Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA**
French only
- 14 **Conseil d'Administration, Capital**
Board of Directors, Capital
- 15-32 **Rapport du Conseil d'Administration**
Report by the Board of Directors
- 33-36 **Rapports des Commissaires aux Comptes**
- 33-35 **Rapport Général** *French only*
- 36 **Rapport Spécial** *French only*
- 37-43 **Bilan et Compte de Résultat**
Balance sheet and Income statement
- 44-47 **Résolutions**
Resolutions
- 48-59 **Annexes**
French only

MESSAGE FROM THE CEO OF BOA GROUP

The BANK OF AFRICA Group's 2013 financial year was highlighted mainly by the following five objectives:

- continue its external growth,
- improve its operating structure,
- launch a vast plan to strengthen its risk control,
- expand its sales & marketing set up,
- continue to enhance its financial results.

The BANK OF AFRICA Group's development was reflected in 2013 by the opening of a subsidiary in Togo.

Meanwhile, the Group's institutionalisation continued with an expansion in its Central Departments at head office.

With the same determination of more precision-based management, a major project for redefining Risk management was launched in synergy with the BMCE Bank Group, our majority shareholder. In the same light, a system of environmental and social management was set up in this same area.

The restructuring of our sales & marketing organisation and the implementation of our business model were maintained and extended to our corporate clients and English-speaking subsidiaries.

As for financial results, the progress made in 2012 continued in 2013, as seen in the following data.

Customer deposits reached 3.4 billion euros, a 7.2% increase driven mainly by an increase in the number of accounts, which exceeded the 2 million mark in May 2014.

Outstanding customer loans came to 2.5 billion euros, a 13.4% increase.

Total assets rose by 9.7% to 4.8 billion euros at end-2013.

Net Banking Income (NBI) improved by 10.2% to 320.6 million euros.

Consolidated net profit rose slightly, by 1% from 56.2 million euros in 2012 to 56.7 million euros, due to a large provision made on a file in a WAEMU BOA. Without this provision, net income rose by about 16%, thus reflecting the Group's dynamism.

In 2014, we will maintain and strengthen our policy, which reconciles commercial development and structural reinforcement within the framework of our 2013-2015 Three-Year Development Plan. The final objective is to reinforce our participation in financing national economies and to increase the involvement of African citizens in the economic and social life of their countries.

I thank all our customers for their trust in us, the BANK OF AFRICA staff for their unflinching commitment, and our shareholders for their steadfast support, particularly our majority shareholder, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

BOA GROUP S.A. Chairman & CEO

LE MOT DU PDG DE BOA GROUP



L'exercice 2013 du Groupe BANK OF AFRICA est principalement caractérisé par cinq points :

- la poursuite de son développement externe,
- l'amélioration de sa structure opérationnelle,
- le lancement d'un vaste chantier visant à un meilleur contrôle de ses risques,
- le renforcement de son organisation commerciale,
- et des résultats toujours en hausse.

Le développement du Groupe BANK OF AFRICA s'est traduit en 2013 par l'ouverture d'une nouvelle banque au Togo.

Parallèlement, l'institutionnalisation du Groupe s'est poursuivie, par le renforcement des Directions Centrales qui pilotent celui-ci.

Avec la même volonté d'un pilotage plus précis, un important chantier de redéfinition de la filière Risques a été lancé en synergie avec le Groupe BMCE Bank, notre actionnaire majoritaire de référence.

Dans le même esprit, un système de gestion environnementale et sociale a été mis en place sur cette même filière.

La restructuration de notre organisation commerciale et l'implantation de notre « business model » ont été maintenus et élargis à notre clientèle entreprise et à nos filiales anglophones.

En ce qui concerne les résultats financiers, la progression notée en 2012 a perduré en 2013, comme le montrent les données suivantes.

Le volume des dépôts de clientèle atteint 3,4 milliards d'euros, augmentant ainsi de 7,2 %, grâce notamment à une augmentation du nombre de comptes qui a permis de franchir la barre des 2 millions de comptes en mai 2014.

L'encours des créances sur la clientèle s'élève à 2,5 milliards d'euros, soit une hausse de 13,4 %.

Le total bilan, avec 4,8 milliards d'euros fin 2013, connaît une évolution annuelle de 9,7 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) croît de 10,2 % et atteint 320,6 millions d'euros.

Le résultat net consolidé s'établit à 56,7 millions d'euros contre 56,2 millions d'euros en 2012, soit une hausse réduite à 1 %. Cette modeste évolution est due à une importante provision sur un seul dossier dans l'une des BOA de l'UEMOA. Si l'on neutralise cette provision, le résultat net a augmenté d'environ 16 %, traduisant ainsi plus fidèlement le dynamisme du Groupe.

L'année 2014 verra la poursuite et le renforcement de notre politique qui concilie développement et renforcement structurel comme commercial, régie par notre Plan Triennal de Développement 2013-2015, avec pour objectif final une participation toujours plus forte dans le financement des économies nationales et une intégration toujours plus concrète du citoyen africain dans la vie économique et sociale de son pays.

Je remercie l'ensemble des clients pour leur confiance, les équipes BANK OF AFRICA pour leur engagement constant, nos actionnaires pour leur soutien permanent, et en particulier notre actionnaire principal, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP S.A.

PLUS DE 30 ANS DE CROISSANCE ET D'EXPANSION

OVER 30 YEARS OF GROWTH AND EXPANSION

RÉSEAU BANCAIRE*

BANKING NETWORK*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
10 Agences régionales et 20 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

11 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
14 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.
Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences et 1 Centre d'Affaires à Antananarivo.
59 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau WU à Dakar.
10 Agences régionales et 1 bureau WU en Région.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi.
15 Agences régionales, 1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

8 Agences, 1 Centre d'Affaires et 5 Guichets à Bujumbura.
12 Agences et 1 Guichet en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

4 Agences et 1 Guichet à Djibouti.
1 Bureau de représentation à Addis Abeba en Éthiopie.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

FILIALES*

SUBSIDIARIES*

1997 **ACTIBOURSE**

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 **AÏSSA**

Siège social à Cotonou.

2002 **AGORA**

Siège social à Abidjan.

2004 **ATTICA**

Siège social à Abidjan.

2009 **BOA-ASSET MANAGEMENT**

Siège social à Abidjan.

2010 **BOA-FRANCE**

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

AUTRES STRUCTURES*

OTHER ENTITIES*

1999 **FONDATION BANK OF AFRICA**

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.

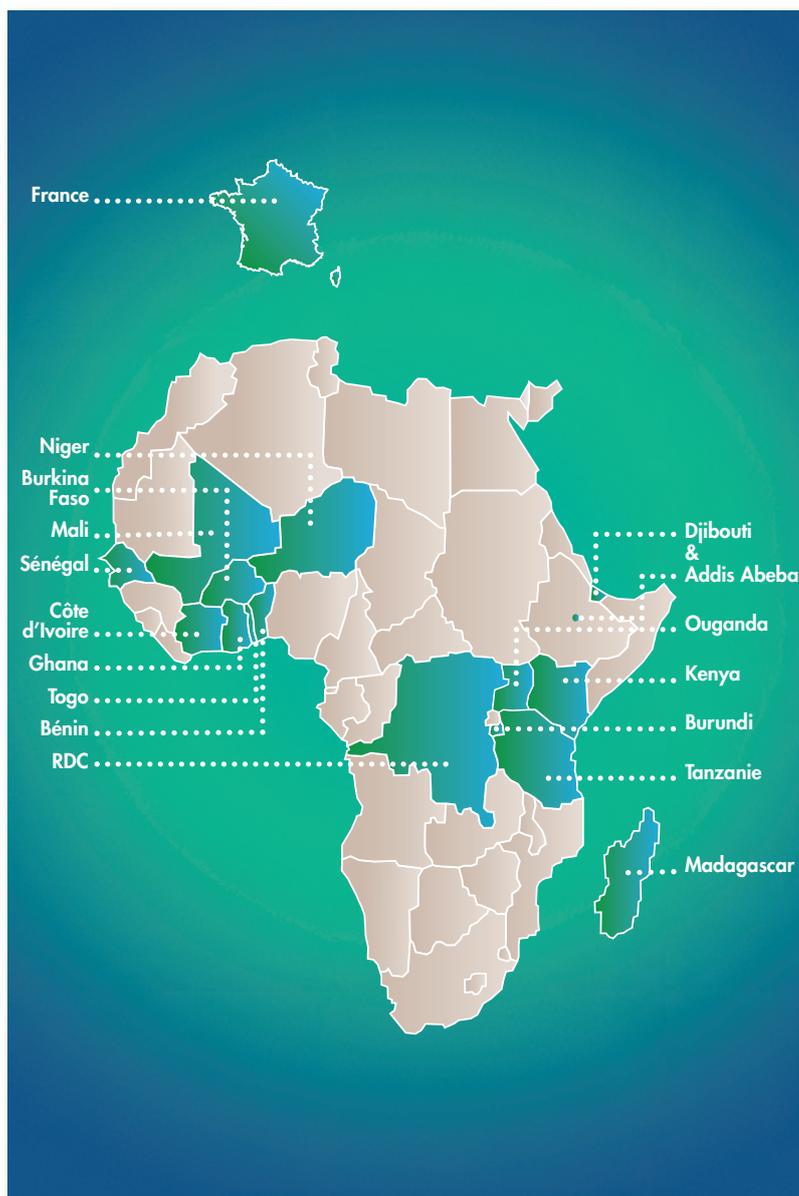
2000 **GIE GROUPE BOA**

BOA GROUP EIG

Siège social à Paris.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2014.

(*) BANK OF AFRICA Network at 31/3/2014.



Créée en	<i>Created in</i>
Intégrée au Réseau BOA	<i>Integrated into BOA Network</i>
Siège social	<i>Head Office</i>
Agence	<i>Branch</i>
Agence régionale	<i>Regional Branch</i>
Centre d'Affaires	<i>Business Centre</i>
Bureau de proximité	<i>Local Branch</i>
Bureau de liaison	<i>Liaison Office</i>
Guichet	<i>Counter</i>
Guichet portuaire	<i>Port Branch</i>
Présente dans 11 pays du Groupe.	<i>Presence in 11 countries where the Group operates.</i>

PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DES CLIENTS

OVER 30 YEARS OF EXPERIENCE SERVING CUSTOMERS

UN RÉSEAU PUISSANT*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 430 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 17 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 600 unités, en expansion continue.

Près de 1 800 000 comptes bancaires.

A STRONG NETWORK*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 430 dedicated operating and service support offices in 17 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 600.

Close to 1,800,000 bank accounts.

UNE OFFRE ÉTENDUE ET DIVERSIFIÉE

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

A WIDE AND VARIED OFFER

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

UN PARTENAIRE BANQUIER DE RÉFÉRENCE, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

A LEADING BANKING PARTNER, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES, DONT :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

STRATEGIC PARTNERS, INCLUDING:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE UNIQUE

Un développement continu depuis plus de 30 ans.

UNIQUE EXPERIENCE IN AFRICA

Continuous development for over 30 years.

LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

THE COMMITMENTS OF THE GROUP

- ▶ **QUALITÉ** du service offert à la clientèle
- ▶ **DYNAMISME** et disponibilité des équipes
- ▶ **SOLIDITÉ** financière
- ▶ **COHÉSION** du réseau
- ▶ **DIVERSITÉ** des financements proposés
- ▶ **EXPERTISE** en ingénierie financière
- ▶ **PUISSANCE** des partenaires

- ▶ *Quality of customer service*
- ▶ *Dynamic, accessible staff*
- ▶ *Financial solidity*
- ▶ *Cohesive network*
- ▶ *Wide range of financing solutions*
- ▶ *Expertise in financial engineering*
- ▶ *Strong partners*

CA GROUPE 2013* :

493,7

MILLIONS D'EUROS

GROUP TURNOVER 2013*:

493.7 MILLION EUROS

(*) Chiffres au 30/4/2014

(*) Figures at 30/4/2014



PRODUITS & SERVICES DISPONIBLES À LA BOA-MALI

COMPTES

Compte Chèque
Compte Devises
Compte Élite

ÉPARGNE

Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne
Compte Épargne Élite
Dépôt à Terme
Plan Épargne Ambition
Plan Épargne Logement

SERVICES FINANCIERS PAR MOBILE

B-Web Smart
Orange Money

MONÉTIQUE

Carte SÉSAME +
Carte SÉSAME ÉPARGNE
Carte VISA LIBRA
Carte VISA PROXIMA
Carte VISA Prépayée TUCANA

MULTIMÉDIA

B-Phone - B-SMS
B-Web

PACKAGES

Pack FONXIONARIA
Pack MON BUSINESS
Pack SALARIA +

PRÊTS

Avance
Avance Tabaski
Découvert Autorisé (Automatique)
Microfinance « Prêt Femmes Entrepreneurs »
Prêt Collectif
Prêt Consommation
Prêt Équipement
Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »
Prêt Informatique
Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'École »
Prêt Véhicule
Prêt Vitamine

TRANSFERTS & CHANGE

BOA Express
Change Manuel
Chèques de Voyage
Transfert Flash
Western Union

ENTREPRISES

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT

Mamadou Igor DIARRA
Directeur Général
Managing Director



Seidina Oumar WAIGALO
Directeur Général Adjoint
Deputy Managing Director

© HAIDARA

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

COMMENTS FROM THE MANAGING DIRECTOR

La BOA-MALI a évolué depuis 2012, dans un environnement sous de fortes tensions marqué par l'instabilité politique, institutionnelle, et sécuritaire, suite à l'occupation des deux tiers du territoire qui a fragilisé tous les secteurs de la vie économique au Mali.

L'intervention militaire extérieure et l'appui de la communauté internationale ont posé les jalons d'un nouvel espoir ayant permis le retour à une vie constitutionnelle normale et la tenue correcte des élections présidentielles et législatives.

Le système bancaire malien a relativement bien résisté aux différents chocs consécutifs à cette crise multidimensionnelle, et a vu ses ressources connaître une progression modérée de 190 milliards de F CFA, passant de 1 511 milliards de F CFA en 2012 à 1 701 milliards de F CFA en 2013. Sur la même période, et pour les 13 banques de notre place, les crédits se sont situés à 1 360 en 2013 contre 1 177 en fin 2012 soit une évolution limitée de 16 %.

La BOA-MALI rejoignant pour la première fois en 2013 le Top 3 du classement bancaire des dépôts et des crédits sains, célèbre donc avec succès le 30^e Anniversaire de sa création au Mali. En effet les déposants ont davantage fait confiance à notre Banque, dont les ressources clientèle ont fait un exceptionnel bond de 54 milliards de F CFA, se situant à 215 milliards de F CFA en fin 2013, contre 161 milliards en fin 2012, soit une progression de 34 % avec une part de marché de l'ordre de 13 %.

Les crédits sains à la clientèle, ont enregistré une hausse de 34 % et s'établissent désormais à 183 milliards de F CFA en 2013 contre 137 milliards en décembre 2012 avec désormais presque 15 % de part de marché.

Le total du bilan s'est accru de 45,7 % entre décembre 2012 et décembre 2013, en s'établissant à 312 milliards de F CFA contre 214 milliards de F CFA un an plus tôt.

Since 2012, BOA-MALI has operated in a tense environment marked by political, institutional and security instability following the occupation of two thirds of its territory, which has undermined all of Mali's economic sectors.

The external military intervention and the support of the international community have laid the foundations of new hope for a return to a normal constitutional life and the holding of proper presidential and legislative elections.

The Mali banking system has held up rather well to the various shocks created by this multi-faceted crisis. Its deposits expanded moderately, by CFAF 190 billion, from CFAF 1,511 billion in 2012 to CFAF 1,701 billion in 2013. During the same period, the 13 banks in Mali expanded their outstanding loans by just 16%, to CFAF 1,360 in 2013 from CFAF 1,177 at the end of 2012.

In 2013, for the first time BOA-MALI moved up to the Top 3 banks in terms of deposits and performing loans. This was a fitting way to celebrate its 30th Anniversary in Mali. Depositors placed even greater trust in our Bank, raising their deposits by a remarkable CFAF 54 billion to CFAF 215 billion at end-2013, vs. CFAF 161 billion at end-2012. With this 34% increase, the Bank's market share in deposits amounted to about 13%.

The Bank expanded its performing customer loans by 34% to CFAF 183 billion in 2013 from CFAF 137 billion in December 2012 and now enjoy almost 15% market share.

Total assets expanded by 45.7%, to CFAF 312 billion in December 2012 from CFAF 214 billion in December 2013.

Treasury and interbank transactions surged by 129%, to CFAF 55 billion in 2013 from CFAF 24 billion in 2012.

« 2013, année de l'espoir renouvelé et des performances records »

"2013: the year of renewed hopes and record performances"

La trésorerie et les opérations interbancaires ont progressé de 129 %, s'établissant à 55 milliards de F CFA en 2013 contre 24 milliards de F CFA en 2012.

En fin d'exercice 2013, le Produit Net Bancaire (PNB) a atteint 20 milliards de F CFA contre 17 milliards de F CFA en 2012. Ainsi, ce regain d'activité a favorisé un résultat net en hausse de 48 %, passant de 1,5 milliard de F CFA en 2012 à 2,2 milliards de F CFA en 2013 et assurant le paiement d'un dividende substantiel en dépit d'un réel effort d'assainissement consécutif aux provisions constituées.

Les taux de croissance à deux chiffres de la BOA-MALI qui caractérisent les variations sur les principaux agrégats records résultent de la forte mobilisation et de l'engagement du personnel autour des objectifs du Plan Triennal de Développement 2012-2015 adopté par le Conseil d'Administration de la Banque.

Derrière ces résultats il y a un Grand Groupe, des actionnaires de référence, 336 collaborateurs, 150 000 comptes dont ceux de particuliers, d'entreprises, d'administrations, d'ONG et d'États de l'UMOA, auxquels nous tenons à exprimer notre sincère gratitude.

Mamadou Igor DIARRA
Directeur Général

In 2013, Net Banking Income (NBI) reached CFAF 20 billion, vs. CFAF 17 billion in 2012. This drove a 48% increase in net income, from CFAF 1.5 billion in 2012 to CFAF 2.2 billion in 2013 and made it possible to pay out a substantial dividend, despite aggressive efforts to shore up the Bank's standing by setting aside provisions.

BOA-MALI's record double-digit growth in its main aggregates was made possible by the staff's solid dedication and commitment to the objectives of the 2012-2015 Three-Year Development Plan adopted by the Bank's Board of Directors.

Behind these numbers is a large Group, core shareholders, 336 employees, and 150,000 accounts held by individuals, companies, public administrations, NGOs and WAEMU states, to whom we wish to extend our heartfelt gratitude.

Mamadou Igor DIARRA
Managing Director

FAITS MARQUANTS 2013

HIGHLIGHTS 2013

JANVIER

Lancement du produit de transfert « BOA Express ».

FÉVRIER

Organisation de la 6^e Édition du Marathon International BOA de Bamako, avec la participation de 10 BANK OF AFRICA.

Nomination d'un nouveau Directeur Général.

MARS

Lancement de la Campagne « Épargne ».

MAI

Lancement de trois nouveaux produits : « Pack SALARIA+ », « Vitamine » et « B-Web Smart ».

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Cadres du Groupe, à Dakar, au Sénégal.

JUIN

Lancement de la Campagne « Tous à l'École ».

OCTOBRE

Ouverture du Bureau de Kéniéba, ville située au sud-ouest du Mali, à 550 km de la capitale.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Administrateurs du Groupe, à Fès, au Maroc.

NOVEMBRE

Ouverture de trois bureaux dans des stations-service, l'un à Ségou, ville située au centre du Mali, à 230 km de la capitale, et deux à Bamako (dont un en février).

Ouverture du Bureau de Diéma, localité située au nord-ouest du pays, à 340 km de la capitale.

DÉCEMBRE

Ouverture du Bureau de Séribaba, ville située au centre du Mali, à 350 km de Bamako.

Franchissement du seuil de 200 millions de F CFA de ressources de la clientèle.

JANUARY

Launch of "BOA Express" transfer product.

FEBRUARY

Organisation of the 6th edition of BOA International Marathon of Bamako, with the participation of 10 BANK OF AFRICA.

Appointment of a new Managing Director.

MARCH

Launch of the "Épargne" campaign.

MAY

Launch of three new products "Pack SALARIA+", "Vitamine" and "B-Web Smart".

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA network management meetings, in Dakar, Senegal.

JUNE

Launch of the "Tous à l'École" campaign.

OCTOBER

Opening of Office in Kéniéba, a city in south-western Mali, 550 km from the capital.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Fes, Morocco.

NOVEMBER

Opening of three Offices at service stations, one in Ségou, in central Mali, 230 km from the capital, and two in Bamako (including one in February).

Opening of Office in Diéma, a city in north-western Mali, 340 km from the capital.

DECEMBER

Opening of Office in Séribaba, a city in central Mali, 350 km from Bamako.

Crossing of the CFAF 200 million threshold in customer deposits.



CHIFFRES CLÉS AU 31/12/2013

KEY FIGURES ON 31/12/2013

ACTIVITÉ / ACTIVITY

Dépôts clientèle*
Deposits* 215 094

Créances clientèle*
Loans* 181 764

RÉSULTAT / INCOME

Produit Net Bancaire*
Net operating income* 20 084

Charges de fonctionnement*
Operating expenses* 10 904

Résultat Brut d'Exploitation*
Gross operating profit* 7 398

Résultat Net*
Net income* 2 230

Coefficient d'Exploitation (%)
Operating ratio (%) 63.17

STRUCTURE / STRUCTURE

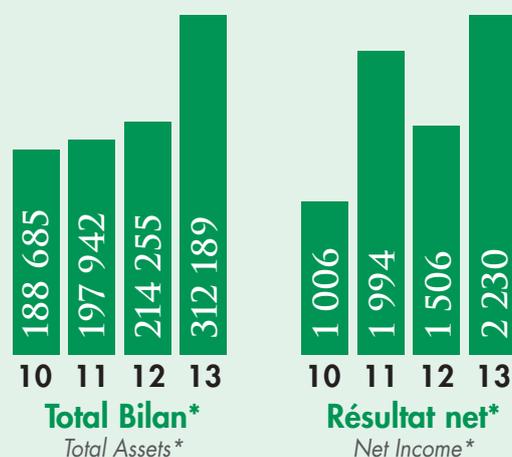
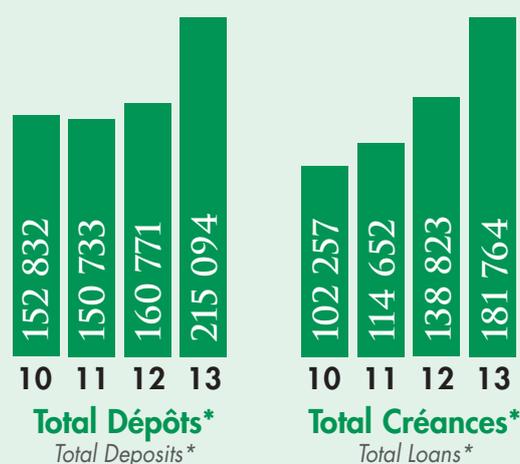
Fonds Propres après répartition*
Shareholders' equity after distribution* 16 984

Fonds Propres / Total Bilan (%)
Shareholders' equity / Total assets (%) 5.44

Effectif moyen pendant l'exercice
Average number of employees 345

Total Bilan* / Total Assets*
312 189

ÉVOLUTION DE 2010 À 2013 EVOLUTION FROM 2010 TO 2013



M. Mamadou Igor DIARRA, nouveau DG de la BOA-MALI et M. Laurent BASQUE, ancien DG de la BOA-MALI.
Mr Mamadou Igor DIARRA, BOA-MALI's new MD, and Mr Laurent BASQUE, the former MD of BOA-MALI.

MARATHON INTERNATIONAL BOA 2013
Conférence de presse au Siège de la BOA-MALI.
Press conference at the BOA-MALI headquarters.

ENGAGEMENTS CITOYENS DE LA BANQUE

L'année 2013 a connu une aggravation de la pauvreté à cause de la triple crise alimentaire, sécuritaire et politique au Mali. La BANK OF AFRICA – MALI, dans son rôle d'entreprise citoyenne, a fortement œuvré à l'amélioration de la société et au développement de la collectivité au niveau local, régional et national, en menant des actions ponctuelles dans les domaines de la protection de l'environnement, du développement durable, de la lutte contre l'exclusion sociale, des droits de la personne et autres enjeux de société dans les zones les plus défavorisées du pays.

SOCIAL

La BOA-MALI a noué une alliance avec le monde de l'athlétisme, et plus particulièrement celui du marathon, dans lequel le goût de l'effort, l'endurance et la saine émulation sont cultivés. L'organisation du Marathon International BOA de Bamako, a pour objectif de promouvoir le sport malien via l'athlétisme et de permettre également aux handicapés de pratiquer une activité de promotion des principes coopératifs pour une meilleure intégration sociale. La Banque, le Groupe BOA et ses filiales ont investi plus de 70 millions de F CFA dans l'organisation de la 6^e Édition de ce marathon.



Les élèves du Groupe Scolaire de Niamakoro, à Bamako.

MARATHON INTERNATIONAL BOA

La course au cœur de Bamako : au premier plan, huit participants dont deux venus du Kenya, deux de la RDC, un du Ghana et un du Niger.

La course des handicapés.



Remise de don au Centre d'Appui à la Scolarisation des Filles.

ÉCONOMIQUE

En 2013, la Banque s'est aussi investie dans le soutien des initiatives privées et publiques de projets culturels et économiques. Des sponsorings ont été réalisés dans le cadre des programmes éducatifs des établissements scolaires, niveau maternel et supérieur. La BOA-MALI a déboursé plus de 100 millions de F CFA en faveur de ces actions communautaires.



Remise de chèque à la Croix Rouge Malienne.

ACTIONS DE LA FONDATION BOA

Forte de plusieurs années d'expérience communautaire, la Fondation BOA est devenue un acteur incontournable dans le domaine humanitaire au Mali. Elle y investit chaque année plusieurs centaines de millions de F CFA pour le bien être de sa communauté.

Ci-dessous, quelques actions, non exhaustives, qui s'inscrivent dans ce domaine.



Remise de chèque au Conseil National des Personnes Agées du Mali.

Don de 2 millions de F CFA au Conseil National des Personnes Agées du Mali.

Construction d'une maternité de plus de 120 millions de F CFA dans la Commune Rurale de Flazambougou à Sikasso, à 364 km de Bamako.

Remise de 300 Kits scolaires d'une valeur de 5,330 millions de F CFA au Groupe Scolaire de Niamakoro à Bamako.

Subvention de la Croix Rouge pour un montant de 25 millions de F CFA, destinée au soutien de l'action humanitaire des déplacés au Nord Mali.



Inauguration de la maternité de Flazambougou.



Cérémonie de remise de chèque au Centre de Lutte et de Recherche contre la Drépanocytose.

Remise de diplômes de reconnaissance à la Présidente de la Fondation BOA par le CLRDC.

CONSEIL D'ADMINISTRATION & CAPITAL

BOARD OF DIRECTORS & CAPITAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD OF DIRECTORS

Au 14 mars 2014, le Conseil d'Administration de 12 membres, est composé comme suit :

At 14th March 2014, the Board of Directors comprised the following 12 members:

Paul DERREUMAUX, Président / *Chairman*

Mohamed BENNANI

Amine BOUABID

Hachem BOUGHALEB

Mor FALL

Mamadou KA

Serge KAPNIST

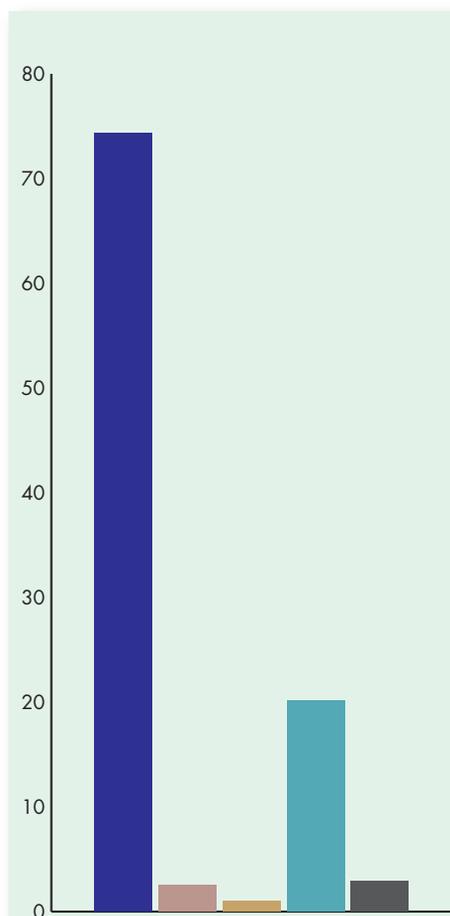
Oumar KOUMA

Mamadou MAIGA

Léon NAKA

Ernest RICHARD

Abderrazzak ZEBDANI



CAPITAL

Au 14 mars 2014, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 14th March 2014, the Bank's capital was held as follows:

74.31% BOA WEST AFRICA

2.56% ATICA S.A.

0.06% BANK OF AFRICA - BÉNIN

20.13% ACTIONNAIRES NATIONAUX
NATIONAL SHAREHOLDERS

2.94% AUTRES ACTIONNAIRES
OTHER SHAREHOLDERS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS



Paul DERREUMAUX

Président du Conseil d'Administration

Chairman of the Board of Directors

CHIFFRES CLÉS DU MALI EN 2013 2013 MALI KEY FIGURES

Superficie (milliers de Km ²)	1 242	Area (thousand Km ²)
Population (millions d'habitants)	16.8	Population (million inhabitants)
PIB (USD milliards)	11	GDP (USD billions)
PIB/HAB (USD)	1 103.3	GDP Per capita (USD)
Nombre de banques	13	Number of banks

Estimations au 31/12/2013 / As at 31/12/2013

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

LE CADRE ÉCONOMIQUE & FINANCIER DE L'EXERCICE 2013

I- BREF APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La conjoncture économique internationale a été marquée par la confirmation d'une modeste reprise dans la plupart des économies avancées. Après six trimestres de récession, la zone Euro a renoué avec une croissance positive au deuxième et au troisième trimestre 2013. L'économie mondiale reste soutenue par des politiques accommodantes et par l'amélioration de la demande privée.

Aux États-Unis

Le troisième trimestre 2013 a été caractérisé par une amélioration de la confiance des entrepreneurs et des ménages et une hausse des investissements. Au plan de la politique monétaire, la Réserve Fédérale (FED) a poursuivi sa politique monétaire accommodante, notamment par le rachat de titres du Trésor. La croissance économique ressortirait modérée, limitée par la poursuite de l'ajustement budgétaire et le ralentissement de l'activité dans le secteur immobilier, en raison de la hausse des taux d'intérêt hypothécaires liée aux anticipations d'inflexion de la politique monétaire.

Dans la zone Euro

L'environnement économique est marqué par une légère reprise de l'activité au deuxième trimestre 2013, après six trimestres consécutifs de contraction du Produit Intérieur Brut (PIB). Ainsi, le PIB de la zone, ressorti en hausse de 0,4 % au deuxième trimestre 2013, devrait croître de 0,1 % au troisième trimestre 2013, impulsé par un faible niveau d'inflation, la reprise de l'investissement et un taux directeur de la BCE maintenu à son plus bas niveau historique de 0,5 %.

Au Japon

La reprise de la croissance se confirme. En effet, l'activité économique a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre, soutenue par un rebond de la demande intérieure alimentée par l'augmentation du crédit bancaire.

En Chine

Une accélération de la croissance a été observée au troisième trimestre 2013, après deux trimestres de ralentissement. Le taux de croissance du PIB en rythme annualisé est passé de 7,5 % au deuxième trimestre à 7,8 % au troisième trimestre 2013. Cette évolution est liée à un regain de dynamisme de la production industrielle à la suite des mesures d'exceptions fiscales prises en juillet 2013 par les Autorités chinoises.

II- ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2013 ET PERSPECTIVES EN 2014

Dans l'UEMOA, l'indice de la production industrielle a enregistré une baisse pour la première fois depuis le premier trimestre 2011 (record). La production industrielle s'est repliée de 0,8 % en glissement annuel. Cette baisse est relevée essentiellement dans le secteur manufacturier et dans l'agro-industrie. De même, par rapport au trimestre précédant l'indice du chiffre d'affaires a diminué de 1,3 %.



Le départ de la course de 42,195 km du Marathon : un événement international annuel organisé par la BOA, à Bamako.
The start of the 42.195 km Marathon: an annual international event organised by BOA in Bamako.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA a poursuivi son orientation baissière. Le taux d'inflation en glissement annuel dans l'Union est passé de 1,7 % à fin juin 2013 à 1,1 % à fin septembre 2013. Cette décélération des prix est liée à la détente des prix des céréales locales, en particulier dans les pays sahéliens, en rapport avec la hausse de 24 % de la production céréalière dans l'UEMOA à la fin de la campagne agricole 2012/2013.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du Taux de Change Effectif Réel (TCER), indique, en glissement annuel, une perte de compétitivité de 1,6 % au troisième trimestre 2013, après celle de 0,5 % enregistrée le trimestre précédent. Cette évolution est liée essentiellement à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale a assoupli les conditions monétaires. En effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO à partir du 16 septembre 2013. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est passé de 2,70 % à 2,50 % et le taux du guichet de prêt marginal a été fixé à 3,50 % contre 3,75 % précédemment. Sur cette base, un repli des taux de soumission a été observé sur le marché des appels d'offre. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen, sur le compartiment à une semaine, est ressorti à 3,21 % contre 3,24 % un trimestre plus tôt, soit une baisse de 3 points de base.

Les conditions de banques on été marquées par une légère progression des taux d'intérêt débiteurs à l'échelle de l'Union au troisième trimestre 2013. Hors taxes et charges, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé à 7,60 % au troisième trimestre 2013, en quasi-stagnation par rapport au trimestre précédent. Aussi à fin 2013 les Autorités monétaires ont légiféré dans le sens de la réduction des frais prélevés par les banques primaires.

En perspective, sur le quatrième trimestre 2013, le taux d'inflation est projeté à 1,3 % contre 1,5 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA s'établirait à 1,8 % en 2013 contre 2,4 % en 2012.

III- LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU MALI

L'évolution de la conjoncture économique et financière au Mali laisse entrevoir une sortie de crise progressive même si certaines branches d'activité tardent à prendre de l'envol.

↑ TAUX DE CROISSANCE + 8 %

- Redressement de l'industrie manufacturière au cours des neufs premiers mois de 2013 dont le taux de croissance dépasse de 8 % son maximum historique au deuxième trimestre 2013.
- Maintien de la production aurifère au même niveau que 2012 malgré le vieillissement de certaines mines et la chute de plus de 21 % des cours mondiaux de l'or en 10 mois.
- Reprise progressive de la demande intérieure, les importations progressent quelque peu, tandis que les exportations stagnent et pourraient baisser au regard de la chute des cours mondiaux de l'or.
- Les prix à la consommation poursuivent leur tendance baissière (+ 1,2 % en juillet contre + 0,3 % en septembre et - 0,1 % en décembre) en liaison avec le repli continu des prix des produits alimentaires du fait de l'approvisionnement correct du marché en denrées notamment de première nécessité. Toutefois, on pourrait anticiper une tendance inverse au cours des prochains mois au regard d'une production céréalière prévue en contraction.
- Hausse prévue de la production cotonnière.
- Rehaussement du niveau des recettes de l'État grâce à une contribution positive de la branche des télécommunications qui continue son redressement.
- Augmentation des dépenses totales du fait notamment de la hausse de la composante liée aux élections ainsi qu'une croissance des dépenses d'investissement avec la reprise graduelle de l'aide extérieure. Ce qui devrait contribuer au relèvement de niveau du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Les crédits à l'économie ont progressé de même que les avoirs extérieurs nets, traduisant ainsi l'amélioration de la confiance de la communauté internationale par rapport à la situation malienne.
- La morosité de l'activité touristique et de l'hôtellerie risque de perdurer pendant plusieurs mois.



Le staff de la BOA-MALI au Marathon International BOA de Bamako.
BOA-MALI staff at the BOA International Bamako Marathon.

1) La campagne agricole

La campagne a été principalement marquée par l'installation tardive et l'arrêt précoce des pluies. Ce qui a abouti à la non atteinte des objectifs de superficie. En outre la répartition inégale des précipitations dans le temps et dans l'espace a conduit à une baisse de rendement et a entraîné des pertes de superficies suite à des inondations ou de la sécheresse. Les résultats prévisionnels de la campagne agricole prévoient une production céréalière en baisse de 18 % par rapport à la dernière campagne. Toutefois la production rizicole sera en hausse de 4 % par rapport à l'année passée, de même que la production cotonnière avec une augmentation de plus de 22 %.

2) Les prix

a) Les cours internationaux

Les prix des principales matières ont évolué de façon disparate.

- Le pétrole : hausse de 7 % par rapport à 2012 qui s'explique globalement par les interruptions de l'offre liée à la crise au Moyen Orient notamment en Syrie et en Afrique du Nord. Cours du brut en fin d'année : 105 dollars le baril.
- L'or : en recul de près de 21 % passe de 1 670 dollars l'once en 2012 à 1 317 dollars l'once en 2013.
- Le coton : on observe une hausse moyenne de 9 % du cours du coton en dollar par rapport à 2012 liée essentiellement à la réduction des surfaces cultivées.
- Cours de certains produits alimentaires : les cours des principaux produits alimentaires ont connu globalement un recul de 15 % en 2013 par rapport à 2012.

b) L'indice des prix à la consommation

En glissement annuel, le niveau général de l'indice est passé de 0,3 % en janvier 2013 au début de l'année à - 0,7 % en octobre 2013 après plusieurs replis successifs, traduisant une certaine régularité dans la baisse des tensions inflationnistes sur le marché.

Dans l'espace UEMOA, le niveau de l'indicateur est de 2,2 % à fin septembre 2013, pour un critère de convergence en matière d'inflation fixé à 3 %.

Les prix fournisseurs moyens des produits pétroliers ont évolué de façon disparate et l'axe Côte d'Ivoire-Mali demeure le plus avantageux en termes de prix de revient à l'exception du supercarburant pour lequel l'axe Sénégal-Mali revient moins cher.

3) La production industrielle

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) par rapport à 2012 a augmenté de près de 23 %. Ce qui traduit un retour à la normale des activités de production industrielle hors branche extractive qui a progressé en moyenne de 8,7 % comparativement à 2012.

4) Le commerce extérieur

a) Les importations

Au 3^e trimestre 2013, les importations globales de marchandises se chiffrent à 402,1 milliards de F CFA pour un volume de 1 149 600 tonnes, les droits et taxes liquidés à fin septembre 2013 sont de 254,1 milliards de F CFA contre 217,2 milliards de F CFA à la même date en 2012.

b) Les exportations

- En volume, les exportations totales s'élèvent à 138 297 tonnes soit 279,7 milliards de F CFA à fin 2013. Les quantités globales exportées ont progressé de 10,3 % grâce à l'or qui a progressé de 3,4 %, les autres marchandises pour 15,1 % alors que les exportations du coton baissaient de 46,1 %.
- En valeur, les exportations baissent légèrement de 1,1 %.

c) Le solde commercial et le taux de couverture

On observe une dégradation du solde commercial à fin 2013 qui s'est établi à -122,4 milliards de F CFA. S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il est de 69,6 % en 2013 contre 77,7 % en 2012.

5) Les finances publiques

a) Les recettes

En termes de cumul à fin 2013, les recettes budgétaires totales hors dons dépassent de 53,7 milliards celles de 2012, soit une augmentation de 8 % en liaison essentiellement avec la hausse des recettes fiscales pour 49 % due aux efforts de recouvrement.

b) Les dépenses

En cumul, les dépenses totales ont progressé de 7 % par rapport à 2012 en liaison essentiellement à l'accroissement des dépenses courantes de 9 % et de 41 % des dépenses d'investissement dans un contexte de sortie de crise et de reprise modérée de l'aide extérieure.

6) La situation monétaire, le transfert des migrants et la bourse

a) La masse monétaire

À fin 2013, le niveau de la masse monétaire s'est amélioré de 13 % par rapport à 2012. La hausse est essentiellement due à l'accroissement de 14 % du niveau des dépôts bancaires et surtout de l'augmentation de 11,1 % de la circulation fiduciaire.

b) Les contreparties de la masse monétaire

- À la fin du 3^e trimestre 2013, les avoirs extérieurs nets se redressent de 26 % par rapport à leur niveau à la même période en 2012 en liaison avec l'amélioration de la confiance de la communauté internationale sur la situation malienne.
- Le crédit intérieur s'est amélioré de 5,6 % à fin septembre 2013 par rapport à fin 2012 du fait principalement d'une relance de l'activité intérieure.



Remise de prix au vainqueur du Marathon, Samson R. NYONYI, Tanzanie, par M. le Ministre de la Jeunesse et des Sports du Mali.

The Marathon winner Samson R. NYONYI, Tanzania, receiving his award from the Mali Minister of Youth and Sport.

- Quant à la Position Nette Gouvernementale (PNG) à fin 2013, elle s'est améliorée de 36,5 % par rapport à 2012 du fait d'une augmentation de 21 % des créances de l'État en 2013.

c) Le transfert des migrants

Le montant total des fonds rapatriés par les maliens de l'étranger ont progressé de 4 % par rapport à l'année précédente.

- En hausse :
 - Zone CEMAC +13 %
 - Europe + 2%
- En baisse :
 - UEMOA -8 %

d) La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)

L'activité boursière en 2013 s'est intensifiée par rapport à la même période en 2012. L'indice BRVM-10 a progressé de 39,3 % et l'indice BRVM Composite s'est apprécié de 41 % par rapport à 2012 à la même période. Cette bonne tenue du marché boursier serait liée à un accroissement de la capitalisation du marché des actions et des obligations.

7) Les services

a) Les transports

Les immatriculations des véhicules ont été affectées par la crise avec une baisse de 76 % par rapport à l'année 2012.

Le transport aérien de marchandises et de passagers progresse respectivement de 70 % et de 9,1 %. On peut dire que la crise commence à se dissiper, tout en retenant que l'évolution des activités n'a pas atteint son rythme d'année normale au regard de la baisse du nombre de touristes.

b) Les télécommunications

Les télécommunications font partie des branches d'activité qui ont pu tenir le choc lié à la crise socio-politique et sécuritaire intervenue au Mali. En 2013 le volume du trafic s'est amélioré davantage et la sortie de crise constitue un facteur important d'expansion de cette branche. On relève une augmentation de 30,2 % du nombre d'abonnés du parc mobile par rapport à 2012. S'agissant du nombre d'abonnés au fixe, il affiche la même tendance sur les mêmes périodes. Le relèvement du niveau des activités de cette branche est lié essentiellement à la commercialisation de nouvelles offres de fixe de même qu'à la vulgarisation de la « promo activation ». Ainsi le volume téléphonique entrant a augmenté de plus de 9 % par rapport à 2012. La hausse est imputable à l'arrivée du personnel de la MINUSMA et aux élections ainsi qu'à la fête de fin de RAMADAN avec les appels de la Diaspora malienne. Quant au volume d'appels en direction de l'extérieur il est en hausse de 8 % par rapport à 2012.

c) Le tourisme et l'hôtellerie

Selon les données provisoires de l'OMATHO, les activités de tourisme et de l'hôtellerie peinent à atteindre leur niveau normal d'avant crise malgré une amélioration significative de la situation sécuritaire du pays. Cette situation morose risque de perdurer pendant plusieurs mois. Le cumul du nombre de visiteurs recensés au niveau des établissements d'hébergement a connu un reflux de plus 70 % comparativement à la même période en 2012. En termes de nuitées, la contraction est de 66 % sur la même période.



Remise de prix par Mamadou Igor DIARRA, DG de la BOA-MALI.

Prize-giving by Mamadou Igor DIARRA, the BOA MALI MD.

IV- CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES 2014

Au plan international

L'activité économique mondiale demeure morose. Il ressort que la croissance de la production mondiale prévue en 2013 serait de 2,9 % contre 3,2 % en 2012 et 3,9 % en 2011.

Au plan interne au Mali, la sortie de crise entamée depuis le début de l'année 2013 devrait se poursuivre. En effet, la production de l'industrie manufacturière semble s'inscrire durablement dans une tendance haussière au regard des mesures d'accompagnement envisagées pour la relance des activités économiques. La production aurifère moderne devrait au minimum atteindre son niveau de l'année dernière, mais la chute des cours mondiaux devrait affecter les résultats à la fin de l'année 2013 et contribuer à tirer les exportations vers le bas. Avec la reprise progressive de la demande intérieure, les importations progresseraient. Ce qui conduirait à une détérioration du solde commercial d'où un creusement du solde courant du compte extérieur. La baisse progressive des prix à la consommation devrait s'inverser au cours des prochains mois au regard de la prévision de la production céréalière en baisse. La morosité de l'activité touristique et de l'hôtellerie risque de perdurer pendant plusieurs mois. Le secteur des BTP devrait se redresser rapidement dans les prochains mois avec la reprise de l'aide extérieure.



Le Marathon International BOA de Bamako a un bel avenir... Au départ de la course des 'Cadets', des centaines de jeunes coureurs enthousiastes !
The BOA International Bamako Marathon has a bright future ... At the start of the 'Juniors' race, hundreds of enthusiastic young runners!

Les principaux indicateurs de l'exercice 2013 de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) ont progressé de façon sensible, et confirment la nette progression des activités au cours de cette année.

↑ BILAN + 46 %

Le total du bilan s'est accru de 46 % entre décembre 2012 et décembre 2013, en s'établissant à 312 189 millions de F CFA contre 214 255 millions de F CFA un an plus tôt.

Les produits d'exploitation progressent de 16,6 % et atteignent 25 845 millions de F CFA au 31 décembre 2013 contre 22 160 millions de F CFA au 31 décembre 2012, ce qui témoigne de l'accroissement des activités de la Banque.

↑ DÉPÔTS CLIENTÈLE + 33,9 %

Les dépôts de la clientèle progressent de 33,9 % sur un an, et atteignent 215 281 millions de F CFA au 31 décembre 2013 contre 160 813 millions de F CFA au 31 décembre 2012.

Les comptes à vue et les comptes sur livret progressent respectivement de 27,9 % et 21,9 %.

Le nombre de comptes ouverts à la clientèle passe de 133 382 unités au 31 décembre 2012 à 149 616 unités au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 12 %.

La collecte a globalement progressé de 53 468 millions de F CFA soit 33,9 %, en passant de 160 813 millions de F CFA à 215 281 millions de F CFA.

En terme de variation en pourcentage, d'une année à l'autre, il faut noter les hausses significatives des dépôts des agences Ségou (+ 217 %), Médine (+ 135 %) et ACI 2000 (+ 101 %).

L'Agence Route Aéroport connaît une baisse de 14 % sur la période décembre 2012 à décembre 2013.

La structure des ressources : les ressources rémunérées régressent de 32,2 % en un an, représentent 44 % du total des ressources, tandis que les ressources non rémunérées, en progression de 32,7 %, constituent le solde.

La structure des ressources reste inchangée : les comptes sur livret et les comptes à vue représentent toujours la part prépondérante de nos ressources avec 82,3 % en décembre 2013 contre 79,5 % en décembre 2012.

Le coût des ressources : le coût moyen des ressources clientèle s'affiche à 2,07 %, soit 0,11 point de plus qu'en décembre 2012.



Le hall du Centre d'Affaires de la BOA-MALI, à Bamako.
The BOA-MALI Business Centre banking hall, in Bamako.

La concentration des ressources : les normes en matière de concentration sont respectées, le ratio des cinquante plus gros dépôts est de 45,3 %, celui des cinq plus importants clients créditeurs est de 19,8 % pour des normes de 50 % et 20 %.

Les dettes interbancaires augmentent de 185,73 %, une augmentation liée essentiellement à notre nouvelle politique de refinancement par la BCEAO avec des taux inférieurs à 3 %.

Les autres passifs ont diminué de 43,97 % en 2013 en passant de 7 785 031 868 F CFA en 2012 à 4 361 790 457 F CFA au 31 décembre 2013.

Les provisions pour risques et charges sont passées de 1 320 471 858 F CFA en 2012 à 795 564 006 F CFA à fin 2013 soit une baisse de 39,75 % liée à la couverture de certaines pertes.

Les Fonds pour Risques Bancaires Généraux ont été dotés cette année pour plus de 800 millions de F CFA pour faire face à un certain nombre de risques.

Les réserves avant répartition du bénéfice de l'exercice 2013 font ressortir une hausse de 7,46 % en passant de 3 028 170 846 F CFA au 31 décembre 2012 à 3 254 032 679 F CFA au 31 décembre 2013.

La trésorerie et les opérations interbancaires progressent de 57 %, en passant de 23 868 millions de F CFA au 31 décembre 2012 à 55 433 millions de F CFA au 31 décembre 2013.

↑ CRÉDITS À LA CLIENTÈLE + 30,9 %

Les crédits à la clientèle progressent de 30,9 % en passant de 138 823 millions de F CFA en décembre 2012 à 181 764 millions de F CFA en décembre 2013. Cette hausse résulte essentiellement de l'augmentation des crédits à court terme de 51,8 % et des crédits à moyen terme de 10,6 % qui passent respectivement de 79 477 millions de F CFA à 120 617 millions de F CFA et de 50 471 millions de F CFA à 55 805 millions de F CFA, entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013.

L'encours moyen des crédits progresse de 15,9 % passant de 121 716 millions de F CFA en décembre 2012 à 141 100 millions de F CFA à la même date en 2013, soit 19 384 millions de F CFA d'encours en plus.

Les engagements par signature passent de 38 848 millions de F CFA en décembre 2012 à 42 443 millions de F CFA, soit une hausse de 9,3 %.

Les créances douteuses et litigieuses augmentent annuellement de 37,2 %, et les provisions constituées baissent de 14,7 %. Ainsi le taux de couverture des créances douteuses et litigieuses par les provisions passe de 91,1 % en décembre 2012 à 56,7 % en décembre 2013.

Les titres de placement enregistrent une hausse de 109 % en passant de 20 335 millions de F CFA en décembre 2012 à 42 528 millions de F CFA en décembre 2013.

Les investissements significatifs au 31 décembre 2013 concernent pour l'essentiel les travaux de rénovation et d'aménagement du Siège, des agences et des bureaux. Ils se chiffrent à 1 487 millions de F CFA.



Le hall du Centre d'Affaires de la BOA-MALI, à Bamako.
The BOA-MALI Business Centre banking hall, in Bamako.

↑ PRODUITS D'EXPLOITATION + 16,6 %

Le total des produits progresse de 32,3 % sur l'année écoulée. Ils totalisent 34 608 millions de F CFA au 31 décembre 2013 contre 26 149 millions de F CFA au 31 décembre 2012.

Les produits d'exploitation s'élèvent au 31 décembre 2013 à 25 845 millions de F CFA contre 22 160 millions de F CFA au 31 décembre 2012, soit une progression de 16,6 %.

Les produits sur opérations de trésorerie et interbancaires :

- **Les produits de trésorerie**, c'est à dire les intérêts perçus sur les créances interbancaires, s'élèvent au 31 décembre 2013 à 868 millions de F CFA, contre 849 millions de F CFA au 31 décembre 2012, soit une hausse de 2,3 %.

- **Les produits de la clientèle** : ils comprennent les produits des opérations avec la clientèle, y compris les produits des titres de placement, et les produits des commissions et divers.

Ils augmentent de 15,7 % à 16 873 millions de F CFA au 31 décembre 2013, contre 14 586 millions de F CFA au 31 décembre 2012.

Les charges d'exploitation, non compris les dotations aux amortissements, enregistrent une hausse de 8,1 %, avec un total de 11 041 millions de F CFA au 31 décembre 2013, contre 10 213 millions de F CFA au 31 décembre 2012.

Les charges bancaires : elles se chiffrent à 5 625 millions de F CFA au 31 décembre 2013, soit en hausse de 14,7 % par rapport au 31 décembre 2012 où elles se situaient à 4 903 millions de F CFA. Ceci s'explique par les tensions de trésorerie et le recours au refinancement BCEAO et aux EIB auprès des autres filiales BOA de l'UEMOA.



Remise de motos aux chauffeurs
par le Responsable des Moyens Généraux.

*Drivers receiving their motorcycles
from the General Resources Manager.*



Remise de chèque au lauréat de la Campagne « Dépôts »
par le Directeur de l'Exploitation.

*Prize-winner of the "Deposits" Campaign
receiving his cheque from the Director of Operations..*

Les charges de personnel : pour un effectif de 336 personnes (dont 298 personnels bancaires), elles passent à 5 276 millions à fin décembre 2013 contre 5 057 millions de F CFA au 31 décembre 2012 soit une hausse de 4,3 %.

Les autres charges directes d'exploitation : elles se situent au 31 décembre 2013 à 5 765 millions de F CFA, contre 5 157 millions de F CFA au 31 décembre 2012, soit une hausse de 11,8 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) atteint, au 31 décembre 2013, 20 220 millions de F CFA contre 17 257 millions de F CFA en décembre 2012, soit une hausse de 17,2 % sur une année glissante.

Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) : suite à la progression du Produit Net Bancaire (17,2 %), le Résultat Brut d'Exploitation ressort à 7 398 millions de F CFA en décembre 2013. Il enregistre une hausse de 41,5 % par rapport à décembre 2012.



L'équipe du Centre d'Affaires de la BOA-MALI, à Bamako.

The team of BOA-MALI Business Centre, in Bamako.

Le Résultat Brut (RB) : il s'établit au 31 décembre 2013 à 2 690 millions de F CFA contre 2 046 millions de F CFA en décembre 2012, soit une hausse de 31,5 %.

↑ RÉSULTAT NET + 48 %

Le résultat net au 31 décembre 2013 est supérieur de 724 millions de F CFA à celui du 31 décembre 2012 ; il ressort à 2 230 millions de F CFA contre 1 506 millions de F CFA un an auparavant soit une hausse de 48 %.

Les résultats obtenus, dans un contexte post-crise traduisent une fois de plus les efforts fournis par la BOA-MALI depuis la fin du premier trimestre 2013



L'équipe de Basket Ball de la BOA-MALI.
The Basket Ball team of BOA-MALI.

pour assainir son bilan et développer ses activités. Des résultats significatifs ont été obtenus dans l'accroissement du niveau des emplois et des ressources avec une amélioration nette de nos parts de marché.

Les objectifs du Plan Triennal de Développement 2013/2015 sont déjà atteints, la BOA-MALI poursuivra néanmoins sa croissance en termes de collecte, de crédits et d'ouverture de comptes en développant les activités dans les zones où la BOA-MALI est totalement absente.

La Banque se donne comme priorité le renforcement de la rentabilité par la qualité des engagements, le suivi rigoureux des opérations, l'amélioration du service à la clientèle et la recherche de ressources à moindre coût. Tout cela sera réalisé dans un contexte de contrôle des charges d'exploitation ainsi que du renforcement de la qualité des ressources humaines. ■

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

TO THE ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 22 APRIL 2014

ECONOMIC & FINANCIAL TRENDS DURING FISCAL YEAR 2013

I- A BRIEF OVERVIEW OF THE INTERNATIONAL ENVIRONMENT

The international economic environment saw an ongoing modest recovery in most advanced economies. After six quarters of recession, the Euro zone returned to positive growth in the second and third quarters of 2013. The global economy continues to be driven by accommodating policies and by the improvement in private demand.

In the United States

The third quarter of 2013 featured an improvement in business and consumer confidence and an increase in investments. In monetary policy, the Federal Reserve stuck to its accommodating stance, particularly in buying up Treasuries. Economic growth is expected to be held in check by the ongoing fiscal adjustment and the slowdown in the real-estate sector, due to higher mortgage lending rates in anticipation of a shift in monetary policy.

In the Euro zone

The economic environment featured a slight recovery in activity in the second quarter of 2013, after six consecutive quarters of contraction in Gross Domestic Product (GDP). Euro zone GDP expanded by 0.4% in the second quarter of 2013 and was expected to grow by 0.1% in the third quarter of 2013, driven by weak inflation, an upturn in investment, and an ECB key rate kept at its all-time low of 0.5%.

In Japan

Growth accelerated in the third quarter of 2013, after two quarters slowing down. Annualised GDP growth improved from 7.5% in the second quarter of 2013 to 7.8% in the third, driven by revived momentum in industrial output after the exceptional fiscal measures of July 2013.

II- ECONOMIC TRENDS IN WAEMU MEMBER-COUNTRIES IN FISCAL YEAR 2013 AND PROSPECTS FOR 2014

The WAEMU industrial output index declined for the first time since the record first quarter of 2011. Industrial output declined by 0.8% year-on-year, due mainly to the manufacturing and agro-food sectors. Similarly, the revenue index declined by 1.3% quarter-on-quarter.

Inflation continued to recede in the WAEMU. The year-on-year inflation rate shrank from 1.7% at end-June 2013 to 1.1% at end-September

2013. Slower price increases are due to falling local grain prices, in particular in the Sahel, with a 24% increase in WAEMU grain output during the 2012/2013 harvest.

The WAEMU's competitive position, based on the Real Effective Exchange Rate (REER), worsened by 1.6% in the third quarter of 2013, after declining by 0.5% in the previous quarter. This was due mainly to the euro's strengthening vs. the dollar.

The Central Bank eased monetary conditions. The Monetary Policy Committee decided to cut its CBWAS key rates by 25 basis points on 16 September 2013. The floor auction rate was lowered from 2.7% to 2.50% and the marginal lending rate was cut to 3.50% from 3.75%. As a result, the auction bid rate decline. On the interbank market, the average one-week interest rate slipped by 3bp to 3.21% vs. 3.24% one quarter earlier.

Banking conditions were marked by a slight increase in lending rates throughout the WAEMU in the third quarter 2013. After taxes and fees, the average lending rate came to 7.60% in the third quarter of 2013, almost flat compared to the previous quarter. As a result, in late 2013 monetary authorities decided to reduce the fees charged by primary banks.

For the fourth quarter of 2013, inflation is projected at 1.3% vs. 1.5% the previous quarter. The WAEMU's average annual inflation rate is projected at 1.8% in 2013 vs. 2.4% in 2012.

III- THE ECONOMIC AND FINANCIAL PICTURE IN MALI

Trends in Mali's economic and financial environment point to a gradual emergence from the recession, although some sectors have not yet taken off.

- Recovery in the manufacturing industry in the first nine months of 2013, whose growth rate beat its all-time high by 8% in the second quarter of 2013.
- Gold production held at the same level as in 2012, despite the ageing of some mines and the 21%-plus drop in world gold prices in 10 months.
- A gradual recovery in domestic demand; imports rose somewhat while exports were flat and could decline, given the drop in world gold prices.
- Consumer prices continued to recede (from +1.2% in July to +0.3% in September and -0.1% in December), due to the ongoing decline in food prices, driven, in turn, by steady supply of staple items. However, a reversal is possible in the coming months, based on the projected contraction in grain output.

- Cotton production is expected to increase.
- An increase in state receipts, thanks to a positive contribution from telecommunications, which continues to recover.
- An increase in total expenditure, due mainly to the upturn in election-related expenditure, as well as increased capital expenditure with the steady increase in external aide. This is likely to contribute to the upturn in the construction sector. Lending to the economy rose, as did net external assets, reflecting the international community's improved confidence in Mali's situation.
- Sluggishness in the tourism and hotel sector is likely to last another few months.

1) Agricultural harvest

The growing season was marked by the late arrival and early end of the rainy season, which led to a failure to meet targets in terms of surface area. In addition, the uneven rainfall in both space and time led to falling yields and lost farmland due to flooding or draught. Preliminary harvest figures point to an 18% decline in grain output compared to the last harvest. However, rice production is expected to be 4% higher than last year, and cotton production, 22% higher.

2) Prices

a) International prices

Prices of the main commodities diverged widely.

- Oil was up 7% compared to 2012, due, on the whole, to disruptions in supply brought on by the Middle East crisis, particularly in Syria and North Africa. Oil was priced at 105 dollars per barrel at yearend.
- Gold fell by almost 21%, from 1,670 dollars per ounce in 2012 to 1,317 dollars in 2013.
- Cotton's average prices rose by 9% in dollars vs. 2012, due mainly to the reduction in land under cultivation.
- Food commodity prices: the prices of the main foodstuffs declined, on the whole, by 15% in 2013 vs. 2012.

b) Consumer price index

In year-on-year terms, the general price index declined from 0.3% in January 2013 to -0.7% in October 2013 after several successive declines, reflecting a steady receding in inflationary pressures on the market.

In the WAEMU, inflation came to 2.2% at the end of September 2013, vs. a 3% convergence target.

Average oil product prices diverged, with Côte d'Ivoire and Mali enjoying the lowest prices, except for premium grades, for which prices were lower in Senegal and Mali.

3) Industrial output

The Harmonised Industrial Output Index (IHPI) rose by almost 23% compared to 2012, which meant that industrial production returned to normal with the exception of extractive industries, which were up an average of 8.7% compared to 2012.

4) Foreign trade

a) Imports

In the third quarter of 2013, total goods imports came to CFAF 402.1 billion for a volume of 1,149,600 tonnes, duties and taxes came to CFAF 254.1 billion as of the end of September 2013, vs. CFAF 217.2 billion one year earlier.

b) Exports

- In volume terms, exports totalled 138,297 tonnes, or CFAF 279.7 billion in 2013, a 10.3% increase, thanks to increases of 3.4% in gold and 15.1% in other goods, while cotton exports shrank by 46.1%.
- In value terms, exports declined slightly by 1.1%.

c) Trade balance and coverage ratio

The trade deficit worsened to CFAF -122.4 billion at end-2013. The ratio of imports to exports came to 69.6% in 2013, vs. 77.7% in 2012.

5) Public finances

a) Receipts

For all of 2013, total fiscal receipts excluding grants rose by 8% (CFAF 53.7 billion) vs. 2012, due mainly to a 49% increase in tax receipts that was driven to better collection efforts.

b) Expenditure

Total spending rose by 7.0% vs. 2012, due mainly to increases of 9% in current expenditure and 41% in investment spending, as the economy emerged from recession and as foreign aid rose moderately.

6) Monetary environment, migrant remittances and the stock exchange

a) Money supply

As of the end of 2013, money supply had expanded by 13% compared to 2012, driven by a 14% increase in banking deposits and, in particular, an 11.1% rise in banknotes in circulation.

b) Money supply counterparts

- As of the end of the third quarter of 2013, external net assets were 26% higher than at the same period of 2012, due to the international community's improved confidence in the Malian economy.
- Domestic lending increased by 5.6% as of the end of September 2013 compared to the end of 2012, due mainly to a boost in domestic activity.
- The Net Government Position (NGP) as of the end of 2013 had improved by 36.5% vs. 2012, due to a 21% increase in state receivables in 2013.

c) Migrant remittances

Total remittances by Malians rose by 4% from one year earlier.

- Up:
 - CAEMU +13%
 - Europe +2%
- Down:
 - WAEMU -8%

d) The BRVM regional securities market

Market volumes increased in 2013 compared to the same period in 2012. The BRVM-10 index rose by 39.3% and the BRVM Composite by 41% vs. the same point in 2012. This trend is believed to have been driven by an expansion in capitalisation on the equity and bond markets.

7) Services

a) Transports

Vehicle registrations were hit by the recession and dropped by 76% vs. 2012.

Freight and passenger air traffic rose by, respectively, by 70% and 9.1%. The sector appears to be emerging from its slump, but activity has not yet return to normal, due to the decline in the number of tourists.

b) Telecommunications

Telecommunications is one sector that held up well to the socio-political and security shock in Mali. In 2013 traffic volumes improved further, and the emergence from the recession is an important factor in this sector's expansion. Mobile subscribers rose by 30.2% vs. 2012. Fixed-line subscribers showed the same trend over the same period. Improved activity in this sector is due mainly to the marketing of new fixed-line offers, as well as the mass-market roll-out of activation promotional offers. As a result, the volume of incoming calls rose by more than 9% vs. 2012, due to the arrival of MINUSMA personnel and elections, as well as the end-of-Ramadan festivities, with calls from Malians living outside the country. Outgoing calls rose by 8% vs. 2012.

c) Tourism and hotels

According to provisional figures from the Malian Tourism and Hotel Agency (OMATHO), tourism and hotel activities are having a hard time moving back to the pre-crisis norm, despite a significant improvement in Mali's security situation. This sluggishness could last several months. Cumulative visitor numbers at lodging establishments dropped by more than 70% compared to the same period of 2012. The number of person-nights shrank by 66% during the same period.

IV- CONCLUSIONS AND 2014 OUTLOOK

Internationally

Global economic activity remains sluggish, with a projected rate of 2.9% in 2013 vs. 3.2% in 2012 and 3.9% in 2011.

In Mali, the domestic economy is likely to continue emerging from recession, as it has since early 2013, as manufacturing output appears to be well on its way to recovery, driven by economic stimulus measures. Modern gold output should at least hit its level of last year, but the drop in world prices is likely to undermine end-2013 results and to pull exports downward. The gradual recovery in domestic demand is likely to push imports up and undermine the trade balance, hence a widening in the current account deficit. The gradual decline in consumer prices is likely to reverse itself in the coming months, based on the projected decline in grain output. Tourism and hotel activity could remain sluggish for another few months. The construction sector is likely to recover rapidly in the next few months, with the resumption in foreign aid.

FINANCIAL STATEMENTS AND BALANCE SHEET ANALYSIS FOR FISCAL YEAR 2013

The main metrics of fiscal year 2013 for BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) improved significantly and confirmed the sharp improvement in activities during the year.

Total assets expanded by 46%, from CFAF 214,255 million in December 2012 to CFAF 312,189 million at December 2013.

Operating income rose by 16.6% to CFAF 25,845 million in 2013 from CFAF 22,160 million in 2012, which reflects the expansion in the Bank's activities.

Customer deposits grew by 33.9% on the year to CFAF 215,281 in 31 December 2013 from CFAF 160,813 million at 31 December 2012.

Demand and passbook deposits rose, respectively, by 27.9% and 21.9%.

The number of customer accounts rose by 12%, from 133,382 at 31 December 2012 to 149,616 at 31 December 2013.

Total inflows rose by 33.9%, or CFAF 53,468 million, from CFAF 160,813 million to CFAF 215,281 million.

In terms of year-on-year percentage change in deposits, three branches stood out: Ségou (+217%), Médine (+135%), ACI 2000 (+101%).

The Route Aéroport Branch experienced a 14% decline from December 2012 to December 2013.

Breakdown in deposits: interest-bearing deposits shrank by 32.2% on the year and accounted for 44% of total deposits, while non-interest-bearing deposits increased by 32.7%, and accounted for the balance.

The breakdown in deposits was unchanged: passbook and demand savings still account for the overwhelming proportion of our deposits, with 82.3% in December 2013 vs. 79.5% in December 2012.

Cost of deposits: the average cost of customer deposits was 2.07%, or 0.11 point more than in December 2012.

Concentration of deposits: standards in concentration have been adhered to, with the 50 largest depositors accounting for 45.3% and the five largest borrowers accounting for 19.8%, vs. the standards of 50% and 20%.

Interbank liabilities rose by 185.73%, driven mainly by our new CBWAS refinancing policy with rates below 3%.

Other liabilities fell by 43.97% in 2013, from CFAF 7,785,031,868 in 2012 to CFAF 4,361,790,457 at 31 December 2013.

Provisions for risks and losses fell by 39.75%, from CFAF 1,320,471,858 in 2012 to CFAF 795,564,006 at end-2013, due to the covering of certain losses.

Funds for general banking risks were allocated in the amount of more than CFAF 800 million to cope with a number of risks.

Reserves before allocation of net income for fiscal year 2013 rose by 7.46%, from CFAF 3,028,170,846 at 31 December 2012 to CFAF 3,254,032,679 at 31 December 2013.

Cash and interbank transactions rose by 57%, from CFAF 23,868 million at 31 December 2012 to CFAF 55,433 million at 31 December 2013.

Customer loans rose by 30.9%, from CFAF 138,823 million in December 2012 to CFAF 181,764 million in December 2013. This increase results mainly from the 51.8% increase in short-term loans, from CFAF 79,477 million to CFAF 120,617 million, and the 10.6% increase in medium-term loans, from CFAF 50,471 million to CFAF 55,805 million between 31 December 2012 and 31 December 2013.

Average outstanding loans increased by 15.9% or by CFAF 19,384 million, from CFAF 121,716 million in December 2012 to CFAF 141,100 million at the same date in 2013.

Off-balance sheet commitments expanded by 9.3%, from CFAF 38,848 million at December 2012 to CFAF 42,443 million.

Doubtful and litigious loans rose by 37.2%, and provisions declined 14.7%. As a result, the provision coverage rate of doubtful and litigious loans fell from 91.1% in December 2012 to 56.7% in December 2013.

Investment securities were up 109%, from CFAF 20,335 million in December 2012 to CFAF 42,528 million in December 2013.

Significant investments were made in 2013, mainly to renovate and refurbish the headquarters, branches and offices. They came to CFAF 1,487 million.

Total income rose by 32.3% last year to CFAF 34,608 million at 31 December 2013 from CFAF 26,149 million at 31 December 2012.

Operating income as at 31 December was up by 16.6% to CFAF 25,845 million in 2013 from CFAF 22,160 million in 2012.

Income on cash and interbank income:

- **Treasury income**, i.e., interest on interbank loans, rose by 2.3%, to CFAF 868 million in 2013 from CFAF 849 million in 2012.

- **Customer-related income:** this includes income on customer transactions, including investment securities and commissions and miscellaneous fees. It rose by 15.7% to CFAF 16,873 million in 2013 from CFAF 14,586 million in 2012.

Operating expenses, which are not included in depreciation, rose by 8.1% to CFAF 11,041 million in 2013 from CFAF 10,213 million in 2012.

Banking expenses increased by 14.7% to CFAF 5,625 million in 2013 from CFAF 4,903 in 2012. This is due to cash management problems and the use of CBWAS refinancing and EIB refinancing from other BOA subsidiaries in the WAEMU.

Personnel charges: with a headcount of 336 (including 298 banking staff), rose by 4.3% to CFAF 5,276 million in 2013 from CFAF 5,057 million in 2012.

Other direct operating expenses increased by 11.8% to CFAF 5,765 million in 2013 from CFAF 5,157 million in 2012.

Net Banking Income rose by 17.2% to CFAF 20,220 million in 2013 from CFAF 17,257 million in 2012.

Gross operating income (GOI): with a 17.2% increase in Net Banking Income, Gross Operating Income rose by 41.5% in 2013 to CFAF 7,398 million.

Gross Income rose by 31.5% in 2013 to CFAF 2,690 million from CFAF 2,046 million in 2012.

Net income rose by 48%, or CFAF 724 million, to CFAF 2,230 million in 2013 from CFAF 1,506 million in 2012.

The results we achieved in this post-crisis environment reflect once again BOA-MALI's efforts since the first quarter of 2013 to shore up its balance sheet and expand its activities. Excellent results were achieved by expanding loans and deposits and by boosting our market share significantly.

The 2013/2015 three-year development plan has been completed, but BOA-MALI will continue to expand its deposits, loans and new accounts, while developing its business in areas where it is completely absent.

The Bank's priority is to shore up its profitability through the quality of its commitments, monitoring of its operations, enhanced customer service, and lower-cost resources. All of this will come in an environment of controlled operating costs, as well as improved quality in its human resources.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En exécution du mandat de Commissaires aux Comptes qui nous a été confié par votre Assemblée Générale Ordinaire du 30 mars 2013 et en application des dispositions de la loi N° 08/043 portant sur la loi bancaire en République du Mali, des instructions de la BCEAO, des normes de contrôle légal des comptes généralement admises sur le plan international, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur :

- le contrôle légal des comptes de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) au titre de l'exercice 2013, tels qu'ils sont présentés en annexe ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne au titre de l'exercice 2013.

La préparation des états financiers relève de la responsabilité de la Direction Générale de la BOA-MALI. Les comptes sont arrêtés sous la responsabilité des membres du Conseil d'Administration. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre contrôle légal des comptes.

1. OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Notre examen a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Le contrôle légal des comptes consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste, également, à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que le contrôle légal des comptes auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Sur la base des contrôles effectués, nous certifions que les comptes annuels tels que présentés dans le présent rapport sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat et des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANK OF AFRICA – MALI au 31 décembre 2013.

Ces comptes font apparaître :

	En F CFA
Total du bilan	312 189 000 000
Capital social	7 200 000 000
Fonds propres effectifs	15 065 000 000
Résultat net (bénéfice)	2 230 000 000

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

2. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Conformément aux instructions de la BCEAO, nous avons vérifié l'exercice du gouvernement d'entreprise au sein de la Banque, à savoir le fonctionnement normal des organes sociaux, notamment en ce qui concerne la conformité des Statuts aux dispositions de droit commun, le respect des règles statutaires, la régularité de la nomination des dirigeants, et la tenue des réunions des organes, la définition d'une stratégie et d'un plan d'affaires révisés périodiquement dans leur mise en œuvre.

2.1. Fonctionnement des organes sociaux et réglementation bancaire

Nos contrôles n'appellent pas de remarque particulière de notre part.

2.2. Contrôle interne

Les faiblesses du contrôle interne décelées ainsi que les recommandations formulées font l'objet d'un rapport séparé destiné à la Direction de la Banque.

3. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION PRUDENTIELLE

La réglementation prudentielle vise à garantir la préservation des conditions de solvabilité et de liquidité des banques et établissements financiers. Elle détermine les ratios et indicateurs de surveillance de leurs activités et définit les normes de gestion à respecter.

Les principaux ratios prudentiels de la BOA-MALI au 31 décembre 2013 se présentent comme suit :

RATIOS	NORME	BOA-MALI	RESPECT
REPRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL MINIMUM	5 000	7 200	OUI
FONDS PROPRES EFFECTIFS SUR RISQUES	MIN 8 %	8,15 %	OUI
DIVISION DES RISQUES :			
- ENGAGEMENTS SUR UNE MÊME SIGNATURE	MAX 75 % FPE	61,15 %	OUI
- TOTAL DES ENGAGEMENTS SUPÉRIEURS OU ÉGAUX A 25 % DES FPE	MAX 8 x FPE	3,8 x FPE	OUI
LIMITATIONS DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES AUTRES QUE LES BANQUES, LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES AU REGARD :			
- DU CAPITAL DES SOCIÉTÉS ÉMETTRICES (MAX 25 % DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE)	OLYMPE SA	24 %	OUI
- DES FONDS PROPRES DE BASE (MAX 15 % FPB)	AGORA CI	1,66 %	OUI
LIMITATIONS DES IMMOBILISATIONS ET PARTICIPATIONS	MAX 100 % FPE	67,23 %	OUI
LIMITATIONS DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION ET DES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES	MAX 15 % FPB	27,22 %	NON
ENGAGEMENTS DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES, DES DIRIGEANTS ET DU PERSONNEL	MAX 20 % FPE	13,19 %	OUI
COEFFICIENT DE LIQUIDITÉ	MIN 75 %	75,53 %	OUI
COUVERTURE DES EMPLOIS À MOYEN ET LONG TERME	MIN 50 %	51,92 %	OUI

Ratio de limitations des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières : ce ratio, correspondant au rapport entre les immobilisations hors exploitation et hors postes ainsi que les participations dans les sociétés immobilières et les fonds propres de base, est de 27,22 % contre une norme minimale de 15 % des fonds propres de base.

3.1. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la circulaire n° 11-2001/CB du 09 janvier 2001 portant sur l'exercice du Commissariat aux Comptes au sein des banques et établissements financiers.

En outre, nous avons procédé au contrôle des dispositions prévues par la circulaire n° 01-2001/CB du 03 avril 2001 portant sur l'amélioration du gouvernement d'entreprise, ainsi que l'instruction N° 01/2007/RB du 2 juillet 2007 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux au sein des organismes financiers.

Les engagements directs et indirects des personnes participant à la Direction, à l'Administration, à la Gérance, au contrôle ou au fonctionnement et aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de Direction, d'Administration ou de Gérance, ou détiennent plus du quart du capital social ont fait l'objet d'une analyse spécifique visant à nous assurer du respect des prescriptions de l'article 45 de la loi portant réglementation bancaire.

Concernant le rapport de gestion, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans ces documents.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bamako, le 20 février 2014

Pour EGCC International SARL/GHA-EXCO
Le Gérant : Serge LEPOULTIER

Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Pour SARECI - SARL
Le Gérant : Bourahima SIBY

Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

1. CONVENTIONS AUTORISÉES AU COURS DE L'EXERCICE

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme sur le Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'OHADA, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article 438 de l'Acte Uniforme sur le Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'OHADA.

2. CONVENTIONS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application de l'article 440 de l'Acte Uniforme sur le Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'OHADA, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

3. CONTRAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC AFH-SERVICES

Administrateurs intéressés : M. Paul DERREUMAUX, M. Mohamed BENNANI.

Actionnaire : BOA GROUP S.A..

Nature et objet : mise à disposition de personnels détachés permanents : Directeur Général et Conseillers.

4. CONTRAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC AGORA MALI S.A.

Administrateur intéressé : M. Mohamed BENNANI.

Actionnaire : BOA GROUP S.A..

Nature et objet : assistance dans tous les domaines de Gestion de la Banque.

Ces conventions réglementées ont été approuvées par l'Assemblée Générale.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bamako, le 20 février 2014

Pour EGCC International SARL/GHA-EXCO
Le Gérant : Serge LEPOULTIER

Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Pour SARECI - SARL
Le Gérant : Bourahima SIBY

Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

BILAN - COMPTE DE RESULTAT - RESOLUTIONS

BALANCE SHEET - INCOME STATEMENT - RESOLUTIONS

LE GROUPE BOA EN 2014	BOA GROUP IN 2014
Plus de 30 ans de croissance	Over 30 years of growth
Une présence dans 17 pays	A presence in 17 countries
430 Agences et 600 GAB	430 Branches and 600 ATMs
5 000 Collaborateurs de 25 nationalités	5,000 Employees of 25 nationalities
5 Zones économiques : UEMOA, CEDEAO, EAC, COMESA, SACD	5 Economic zones: WAEMU, ECOWAS, EAC, COMESA, SACD
Un partenaire bancaire de référence, BMCE Bank, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.	A leading banking partner, BMCE Bank, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

BILAN COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

ACTIF / ASSETS	2012*	2013*
CAISSE / CASH	5 467 591 604	6 058 106 922
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS	23 868 124 975	55 433 131 470
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	10 920 854 794	23 653 441 056
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	7 173 024 926	15 018 797 462
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	3 747 829 868	8 634 643 594
• À TERME / TERM DEPOSITS	12 947 270 181	31 779 690 414
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS	138 823 384 730	181 764 255 419
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	11 003 011 667	14 788 791 275
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	11 003 011 667	14 788 791 275
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	96 559 988 363	131 546 352 687
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	518 856 961	705 131 694
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	96 041 131 402	130 841 220 993
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	29 322 469 196	35 429 111 457
• AFFECTURAGE / FACTORING	1 937 915 504	
TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES	20 335 360 683	42 528 267 750
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS	1 478 318 825	1 864 566 466
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS	485 781 596	1 510 549 154
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	283 075 019	252 434 605
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	11 437 893 548	12 826 465 351
ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	10 867 658 642	8 444 060 310
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 207 905 558	1 506 790 870
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	214 255 095 180	312 188 628 317
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	44 463 578 710	50 001 833 691
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	3 357 784 085	8 003 897 443
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	3 357 784 085	8 003 897 443
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	41 105 794 625	41 997 936 248
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	5 615 846 013	7 558 476 979
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	35 489 948 612	34 439 459 269
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

BALANCE SHEET FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PASSIF / LIABILITIES	2012*	2013*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	24 859 905 095	71 032 804 757
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	3 567 112 396	3 117 002 368
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	3 567 112 396	3 117 002 368
• À TERME / TERM DEPOSITS	21 292 792 699	67 915 802 389
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS	160 770 696 710	215 094 210 998
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	41 181 099 427	53 036 692 320
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	90 634 199 289	129 067 599 286
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	28 955 397 994	32 989 919 392
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES	1 200 000 000	600 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	7 785 031 868	4 361 790 457
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 845 234 930	1 880 326 984
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	1 320 471 858	795 564 006
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	1 080 000 000	1 880 167 945
CAPITAL / CAPITAL	7 200 000 000	7 200 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	2 750 025 820	2 750 025 820
RÉSERVES / RESERVES	3 028 170 846	3 254 032 679
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	909 812 501	1 109 696 220
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	1 505 745 552	2 230 008 451
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	214 255 095 180	312 188 628 317
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	81 580 353 976	95 708 778 561
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	81 580 353 976	95 708 778 561
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	8 516 472 798	10 021 057 603
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	73 063 881 178	85 687 720 958
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

CHARGES / EXPENSES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES	4 321 327 160	4 837 178 023
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	1 190 263 701	1 047 260 741
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	3 032 423 661	3 732 175 615
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES	98 639 798	57 741 667
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
/ EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS	203 957 389	136 467 243
COMMISSIONS / COMMISSION	133 065 475	157 830 709
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	243 314 386	424 494 453
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	153 523 724	372 035 143
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	89 790 662	52 459 310
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	205 656 130	205 332 207
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS	10 009 318 164	10 904 498 400
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	5 056 638 735	5 275 873 600
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	4 952 679 429	5 628 624 800
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	2 050 273 627	1 784 153 557
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
/ DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	2 849 715 510	4 757 451 041
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	719 344 102	148 288 903
Pertes SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	282 887 314	501 495 569
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	540 366 993	460 685 369
BÉNÉFICE / PROFIT	1 505 745 552	2 230 008 451
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	23 064 971 802	26 547 883 925

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PRODUITS / INCOME	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME	13 828 482 991	16 124 482 850
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	848 755 219	868 145 518
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	12 073 350 549	14 163 511 698
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME	906 377 223	1 092 825 634
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS	249 574 665	156 000 031
COMMISSIONS / COMMISSION	2 671 064 154	3 127 166 392
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	4 106 187 911	4 656 654 642
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES	1 356 751 521	1 460 825 898
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME	633 096 375	420 143 371
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 038 747 906	1 126 472 493
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	1 077 592 109	1 649 212 880
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	714 302 435	726 187 079
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	590 477 048	1 054 313 069
REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	233 581 482	2 888 642
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	145 750 392	66 918 274
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS	525 550 724	633 272 946
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	23 064 971 802	26 547 883 925

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

PRODUITS & CHARGES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	13 828 482 991	16 124 482 850
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	848 755 219	868 145 518
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	12 073 350 549	14 163 511 698
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	906 377 223	1 092 825 634
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES	249 574 665	156 000 031
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	-4 321 327 160	-4 837 178 023
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-1 190 263 701	-1 047 260 741
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-3 032 423 661	-3 732 175 615
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	-98 639 798	-57 741 667
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES	-203 957 389	-136 467 243
MARGE D'INTÉRÊT	9 552 773 107	11 306 837 615
PRODUITS DE COMMISSIONS	2 671 064 154	3 127 166 392
CHARGES DE COMMISSIONS	-133 065 475	-157 830 709
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	2 537 998 679	2 969 335 683
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	1 356 751 521	1 460 825 898
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS	633 096 375	420 143 371
• OPÉRATIONS DE CHANGE	885 224 182	754 437 350
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	987 801 447	1 596 753 570
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	3 862 873 525	4 232 160 189
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	714 302 435	726 187 079
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-205 656 130	-205 332 207
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	590 477 048	1 054 313 069
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	17 052 768 664	20 083 501 428
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-10 009 318 164	-10 904 498 400
• FRAIS DE PERSONNEL	-5 056 638 735	-5 275 873 600
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-4 952 679 429	-5 628 624 800
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-2 050 273 627	-1 784 153 557
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	233 581 482	2 888 642
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 226 758 355	7 397 738 113
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-2 849 715 510	-4 757 451 041
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG		
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	2 377 042 845	2 640 287 072
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-573 593 710	-81 370 629
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	242 663 410	131 777 377
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-540 366 993	-460 685 369
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 505 745 552	2 230 008 451

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

INCOME & EXPENSES	2012*	2013*
INTEREST & SIMILAR INCOME	13 828 482 991	16 124 482 850
• ON INTERBANK LOANS	848 755 219	868 145 518
• ON CUSTOMER LOANS	12 073 350 549	14 163 511 698
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• ON INVESTMENT SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME	906 377 223	1 092 825 634
INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS	249 574 665	156 000 031
INTEREST & SIMILAR EXPENSES	-4 321 327 160	-4 837 178 023
• ON INTERBANK LIABILITIES	-1 190 263 701	-1 047 260 741
• ON CUSTOMER DEPOSITS	-3 032 423 661	-3 732 175 615
• ON DEBT SECURITIES	-98 639 798	-57 741 667
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS	-203 957 389	-136 467 243
INTEREST MARGIN	9 552 773 107	11 306 837 615
COMMISSION INCOME	2 671 064 154	3 127 166 392
COMMISSION EXPENSES	-133 065 475	-157 830 709
NET RESULT FROM COMMISSION	2 537 998 679	2 969 335 683
NET RESULT FROM		
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS	1 356 751 521	1 460 825 898
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS	633 096 375	420 143 371
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	885 224 182	754 437 350
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	987 801 447	1 596 753 570
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	3 862 873 525	4 232 160 189
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	714 302 435	726 187 079
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-205 656 130	-205 332 207
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	590 477 048	1 054 313 069
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
NET OPERATING INCOME	17 052 768 664	20 083 501 428
OPERATING OVERHEADS	-10 009 318 164	-10 904 498 400
• PERSONNEL COSTS	-5 056 638 735	-5 275 873 600
• OTHER OVERHEADS	-4 952 679 429	-5 628 624 800
DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-2 050 273 627	-1 784 153 557
WRITE-BACK OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	233 581 482	2 888 642
GROSS OPERATING PROFIT	5 226 758 355	7 397 738 113
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS	-2 849 715 510	-4 757 451 041
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		
PRE-TAX OPERATING INCOME	2 377 042 845	2 640 287 072
EXTRAORDINARY ITEMS	-573 593 710	-81 370 629
INCOME FROM PREVIOUS YEARS	242 663 410	131 777 377
CORPORATE INCOME TAX	-540 366 993	-460 685 369
NET INCOME FOR THE YEAR	1 505 745 552	2 230 008 451

* Exercice / Fiscal year

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

1 • PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2013, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2013 se solde donc par un bénéfice de **2 230 008 451 F CFA**, après dotations aux amortissements de **1 784 153 557 F CFA** et paiement de l'impôt sur les bénéfices de **460 685 369 F CFA**.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 45 de la loi du 27 juillet 1990 et à l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2013.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

2 • DEUXIÈME RÉSOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net et du report à nouveau antérieur :

		En F CFA
Résultat de l'exercice	2 230 008 451	
Réserve légale (15 % du résultat net)		334 501 268
Report à nouveau antérieur	1 109 696 220	
Dividende (21 % du capital)		1 512 000 000
Nouveau report à nouveau		1 493 203 403
Réserves facultatives		0
TOTAL	3 339 704 671	3 339 704 671

3 › TROISIÈME RÉOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende brut de 2 100 F CFA, correspondant à une rémunération nette d'impôt de 1 890 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 2 mai 2014, par estampillage du coupon numéro 25 des actions remis à chaque actionnaire.

4 › QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, approuve la désignation de Monsieur Amine BOUABIB en tant qu'Administrateur lors de la réunion du Conseil d'Administration du 14 février 2014, en remplacement de Monsieur Alpha Hampaté GAMBY, décédé, lui-même désigné comme Administrateur lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mars 2013.

5 › CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, approuve le renouvellement du montant global des indemnités annuelles de fonction des Administrateurs de 65 596 146 F CFA, la répartition de ce montant étant à la charge du Conseil d'Administration.

6 › SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée Générale, tous pouvoirs à l'effet d'accomplir tous dépôts, publicités et formalités légales.

RESOLUTIONS

ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 22 APRIL 2014

1 · FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' Report and the External Auditors' General Report on fiscal year 2013, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2013 closed with a profit of **CFAF 2,230,008,451** after amortizations of **CFAF 1,784,153,557**, and corporate income tax of **CFAF 460,685,369**.

In addition, after reviewing the External Auditors' Special Report on agreements covered by article 35 of the law of 27 July 1990 and article 440 of the OHADA Uniform Act, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2013.

The Meeting also ratified the execution of the External Auditors' mission in the fiscal year.

2 · SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

		In CFAF
Income profits for the period	2,230,008,451	
Legal reserve (15% of net income)		334,501,268
Previous balance brought forward	1,109,696,220	
Dividend (21% of share capital)		1,512,000,000
New balance brought forward		1,493,203,403
Optional reserves		0
TOTAL	3,339,704,671	3,339,704,671

3 · THIRD RESOLUTION

In application of the previous resolution, the Annual General Meeting hereby decided that, after paying the IRVM tax on securities revenue at a rate of 10% of the gross dividend, shareholders will be paid a CFAF 2,100 gross dividend, hence an after tax payment of CFAF 1,890 per CFAF 10,000 share.

The dividend will be paid at the Bank's headquarters as of 2 May 2014, on stamping of coupon 25 of the share certificate held by each shareholder.

4 › FOURTH RESOLUTION

The Annual General Meeting, on the Board of Directors' nomination made at its meeting of 14 February 2014, approved the appointment of Mr Amine BOUABIB as Director, replacing Mr Alpha Hampaté GAMBY, deceased. Mr GAMBY had been appointed as a Director at the Ordinary Annual General Meeting of 30 March 2013.

5 › FIFTH RESOLUTION

The Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to renew the total annual post allowance of CFAF 65,596,146 for the Directors, the distribution being left to the Board of Directors' discretion.

6 › SIXTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an extract, an original, or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to publish any notices or carry out any necessary filings and legal formalities.

ANNEXES

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI) sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 Décembre 2013 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

CONVERSION DES COMPTES DU BILAN LIBELLÉS EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA au cours de change du 31 décembre 2013, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVICES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement des comptes clientèle par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 34 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2013 est de 96,97 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	33 1/3 %
CONSTRUCTIONS	10 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	33 1/3 %
AMÉNAGEMENTS - INSTALLATIONS	20 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU	10-20 %
OUTILLAGE (SELON NATURE)	10 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	20 %

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	12 447	16 659	37 134	51 402
DE 1 MOIS À 3 MOIS	1 037	2 699	2 615	2 547
DE 3 MOIS À 6 MOIS	1 013	280	270	3 397
DE 6 MOIS À 2 ANS	4 219	4 347	4 456	11 377
DE 2 ANS À 5 ANS	4 970	650	10 958	2 310
PLUS DE 5 ANS	182	225	0	0
TOTAL	23 868	24 860	55 433	71 033

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	55 455	132 498	57 793	183 397
DE 1 MOIS À 3 MOIS	20 018	5 371	17 193	2 963
DE 3 MOIS À 6 MOIS	10 920	1 347	18 871	4 409
DE 6 MOIS À 2 ANS	25 918	3 162	47 453	16 315
DE 2 ANS À 5 ANS	12 795	18 385	24 503	8 010
PLUS DE 5 ANS	3 048	8	7 480	0
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	10 669		8 471	0
TOTAL	138 823	160 771	181 764	215 094

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	46 350	80 668	48 389	102 942
ENTREPRISES PRIVÉES	85 448	67 743	126 255	93 360
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	6 824	2 311	5 832	3 392
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	201	10 049	1 288	15 400
TOTAL	138 823	160 771	181 764	215 094

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CRÉANCES DOUTEUSES	10 669	14 630
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-9 719	-8 291
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	950	6 339
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	3 262	2 132
CRÉANCES EN SOUFRAANCE NETTES	4 212	8 471

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• ACTIBOURSE S.A.	0	0	0	
• BANK OF AFRICA – BURKINA FASO	11	11	10 000	0,20 %
• FONDS GARI	108	108	12 955	0,83 %
• FGHM S.A.	35	35	1 004	3,48 %
• SGI MALI	4	4	350	1,07 %
• BOA-FRANCE	1 169	825	9 183	12,73 %
• SOCIÉTÉ VISA	14	14		
SOUS TOTAL	1 341	997		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• CTMI UEMOA	16	16		
• OLYMPE S.A.	240	240		24,00 %
• AGORA	250	250		5,00 %
• ALLIANZ MALI ASSURANCES	80	80		
• CRRH	100	100		
• UAM-IARD	50	50		
SOUS TOTAL	736	736		
TOTAL PARTICIPATIONS	2 077	1 733		
TITRES SUBORDONNÉS				
COMPTÉ BLOQUÉ ACTIONNAIRE FGHM				
SOUS TOTAL				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
TITRES TRÉSOR NON MOBILISABLES	132	132		
SOUS TOTAL	132	132		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 209	1 865		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	1 502	76		1 578
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	1 219	107		1 326
TOTAL NET	283	-31		252

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	20 206	10 259	8 413	22 052
• IMMOBILISATIONS EN COURS	358	540		898
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	11 405	872		12 277
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	3 197	5 334	3 943	4 588
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	5 246	3 513	4 470	4 289
AMORTISSEMENTS	8 768	2 089	1 631	9 226
• IMMOBILISATIONS EN COURS	5			5
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	6 806	1 207		8 013
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	1 957	882	1 631	1 208
TOTAL NET	11 438	8 170	6 782	12 826

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DÉBITEURS DIVERS	750	1 671
VALEURS NON IMPUTÉES	3 196	1 057
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	211	237
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION		
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	111	
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS	37	
CRÉANCES RATTACHÉES	2 393	2 791
DIVERS	4 170	2 688
TOTAL	10 868	8 444

* En millions de F CFA.

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DETTES FISCALES	527	461
DETTES SOCIALES	60	0
CRÉDITEURS DIVERS	1 049	1 935
DETTES RATTACHÉES	685	964
DIVERS	5 464	1 002
TOTAL	7 785	4 362

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	388	509
PRODUITS À RECEVOIR	592	63
DIVERS	228	935
TOTAL	1 208	1 507

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES À PAYER	540	509
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	524	1 152
DIVERS	781	219
TOTAL	1 845	1 880

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES DE RETRAITE	1 000	0
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		
PERTES ET CHARGES	320	796
TOTAL	1 320	796

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2012*	Affectation du résultat 2012*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2013*
F.R.B.G.	1 080		800	1 880
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	2 750			2 750
RÉSERVES LÉGALES	1 510	226		1 736
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES	1 518			1 518
CAPITAL SOCIAL	7 200			7 200
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)				
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES	0			
REPORT À NOUVEAU	910	200		1 110
RÉSULTAT 2012	1 506	-1 506		
RÉSULTAT 2013			2 230	2 230
TOTAL	16 474	-1 080	3 030	18 424

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2007	580
2008	500
2009	500
2010	-500
2011	
2012	
2013	800
SOIT AU 31/12/2013	1 880

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – MALI s'élève à 7 200 millions de F CFA. Il est composé de 720 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	74,31 %
BANK OF AFRICA – BÉNIN	0,06 %
ATTICA S.A.	2,56 %
AUTRES ACTIONNAIRES	2,94 %
ACTIONNAIRES NATIONAUX	20,13 %
TOTAL	100,00 %

* En millions de F CFA.

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS	44 464	50 002
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 358	8 004
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	3 358	8 004
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	41 106	41 998
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	5 616	7 559
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	35 490	34 439
ENGAGEMENTS REÇUS	81 580	95 709
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	81 580	95 709
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	8 516	10 021
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	73 064	85 688
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	849	868
• À VUE	59	77
• À TERME	790	791
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	12 979	15 256
• CRÉANCES COMMERCIALES	1 314	1 230
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	1 459	1 704
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	4 359	5 751
• CRÉDITS À MOYEN TERME	5 213	5 752
• CRÉDITS À LONG TERME	634	819
TOTAL	13 828	16 124

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	1 190	1 047
• À VUE	83	72
• À TERME	1 107	975
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	3 032	3 732
• À VUE	1 543	1 985
• À TERME	1 489	1 747
SUR DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	99	58
• À TERME	99	58
TOTAL	4 321	4 837

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	2 671	3 127
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	75	41
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 596	3 086
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	133	158
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	133	158
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 667	3 913
CHARGES SOCIALES	1 390	1 363
TOTAL	5 057	5 276

* En millions de F CFA.

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	415	506
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	0	0
LOYERS	294	382
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	497	569
PRIMES D'ASSURANCE	222	243
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	878	777
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	370	401
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	246	326
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	501	569
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	835	906
JETONS DE PRÉSENCE	85	150
MOINS-VALUES DE CESSIONS	62	219
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	548	581
TOTAL	4 953	5 629

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 050	1 784
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	1 621	1 286
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	429	498
REPRISES	-234	-3
TOTAL	1 816	1 781

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	5 408	6 159
DOTATION FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		1 137
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	6	0
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	130	927
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	389	4 593
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-2 383	-7 687
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	-92	-6
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-405	-6
REPRISE FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		-337
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-203	-23
TOTAL	2 850	4 757

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2012	2013
CADRES EXPATRIÉS	1	1
CADRES LOCAUX	126	121
GRADÉS	175	170
EMPLOYÉS	9	9
PERSONNEL NON BANCAIRE	38	37
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	349	338

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2012*	2013*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	4 979	6 238
• BILLETS ET MONNAIES	392	321
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	4 587	5 917
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	211	234
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	804	18
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	804	18
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		
• COMPTES ORDINAIRES		

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2013

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	2 230
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2012	1 110
TOTAL À RÉPARTIR	3 340
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	335
DIVIDENDE	1 512
RÉSERVES FACULTATIVES	
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	1 493
TOTAL RÉPARTI	3 340

* En millions de F CFA. ** En F CFA.

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2009	2010	2011	2012	2013
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	5 500	5 650	7 200	7 200	7 200
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	550 000	565 000	720 000	720 000	720 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	16 841	18 652	20 264	22 160	25 845
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 125	5 056	7 512	9 505	11 561
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	925	538	783	540	461
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 311	1 006	1 994	1 506	2 230
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	7 636	7 996	9 347	12 451	15 413
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 384	1 780	2 770	2 091	3 097
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	275	301	320	349	336
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	2 470	2 667	2 948	3 667	3 913
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	866	995	1 039	1 390	1 363

* En millions de F CFA. ** En F CFA

ADRESSES COMPLÉMENTAIRES

ADDITIONAL ADDRESSES

BUREAUX DE PROXIMITÉ / LOCAL BRANCHES

DIÉMA

Carrefour de Diéma sur la route Bamako – Kayes
@ : <bur.diema@boamali.com>

KENIÉBA

Hôtel Falémé – Keniéba
@ : <bur.kenieba@boamali.com>

KOUTIALA

☎ : (223) 20 70 05 75 – 📠 : (223) 20 70 05 76
@ : <bur.koutiala@boamali.com>

MORILA

Rattaché à l'Agence de Sikasso
Mine d'or de Morila – BP 229 – Morila
☎ : (223) 20 70 05 83 – 📠 : (223) 20 70 05 82
@ : <bur.morila@boamali.com>

SADIOLA

Rattaché à l'Agence de Kayes
Mine d'or de Sadiola – BP 245 – Sadiola
☎ : (223) 20 70 05 80 – 📠 : (223) 20 70 05 79
@ : <bur.sadiola@boamali.com>

SÉVARÉ

Route de Gao à Sévaré (Mopti)
Face à la Gendarmerie – Sévaré
☎ : (223) 20 70 05 13 – 📠 : (223) 20 70 05 19
@ : <ag.sevare@boamali.com>

SIKASSO MÉDINE

Avenue du Cinquantenaire – Sikasso Médine
☎ : (223) 21 62 10 14
@ : <bur.sikasso@boamali.com>

BUREAUX DES STATIONS SERVICE / OFFICES AT SERVICE STATIONS

BACO DJICORONI

Station TOTAL – Commune V
Sur la Route de Kalabankoro – Bamako
Rattaché à l'Agence de Baco Djicoroni
@ : <bur.bacodji@boamali.com>

BAMAKO

Station SHELL – Square Patrice Lumumba,
Quartier du Fleuve – Bamako
@ : <bur.shell@boamali.com>

FASO KANU

Station SMC – Magnambougou, en face de l'Institut
de Géographie du Mali – Bamako
@ : <bur.fasokanu@boamali.com>

KALABANKORO

Station TOTAL – Commune V
Kalabankoro marché – Bamako
Rattaché à l'Agence de Baco Djicoroni
@ : <bur.kalaban@boamali.com>

LAFIABOUGOU

Station TOTAL – Commune IV – Lafiabougou
Rattaché à l'Agence Hamdallaye – Bamako
@ : <bur.lafiabougou@boamali.com>

MÉDINE

Station TOTAL – Commune II – Avenue Al Quods
Route de Koulikoro – Bamako
Rattaché à l'Agence Hippodrome
@ : <bur.missabougou@boamali.com>

MISSABOUGOU

Station TOTAL – Commune VI
Sur la route du 3^e Pont – Bamako
Rattaché à l'Agence de Faladié
@ : <bur.missabougou@boamali.com>

NIARÉLA

Station TOTAL – Commune II – Niaréla
Sur la route de Sotuba – Bamako
Rattaché à l'Agence Zone Industrielle
@ : <bur.niarela@boamali.com>

PLACE CAN

Station TOTAL – Commune IV
Hamdallaye ACI 2000, en face de la Place CAN
Bamako
Rattaché à l'Agence Hamdallaye
@ : <bur.aci2000@boamali.com>

PONT RICHARD

Station TOTAL – Hamdallaye près du Pont Richard
Rattaché à l'Agence Hamdallaye – Bamako
@ : <bur.pontrichard@boamali.com>

SÉGOU

Station TOTAL – Avenue de l'An 2000 – Ségou
@ : <bur.segou@boamali.com>

SERIBALA

Station SIYAF – Seribala
@ : <bur.seribala@boamali.com>

SOTUBA

Station TOTAL – Commune I
Sur la route de Sotuba – Bamako
Rattaché à l'Agence Zone Industrielle
@ : <bur.sotuba@boamali.com>

ADDRESSES / ADDRESSES

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – 418, Avenue de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako – MALI

☎ : (223) 20 70 05 00 – 📠 : (223) 20 70 05 60 – Télex 2581 – Swift : AFRIMLBAXXX – @ : <information@boamali.com>

CENTRE D'AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Siège – 418, Av. de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako – ☎ : (223) 20 70 05 00 – 📠 : (223) 20 70 05 60 – @ : <boadg@boamali.com>

AGENCES BAMAKO / BAMAKO BRANCHES

AGENCE CENTRALE

418, Av. de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 00 – 📠 : (223) 20 70 05 60

@ : <boadg@boamali.com>

AGENCE ÉLITE

418, Av. de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 18

@ : <agence.elite@boamali.com>

ACI 2000

ACI 2000, Immeuble Air France – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 43 – 📠 : (223) 20 70 05 44

@ : <ag.aci2000@boamali.com>

BACO DJICORONI

Baco Djicoroni ACI sur la route de l'Ex Batama

Rue 567 – Porte 557 – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 29 – 📠 : (223) 20 70 05 30

@ : <ag.bacadji@boamali.com>

BADALABOUGOU

Badalabougou Est – Av. de l'OUA – Porte 455 – Bamako

☎ : (223) 20 22 65 75 – 📠 : (223) 20 70 05 64

@ : <ag.badala@boamali.com>

DIBIDA

Marché Dibida, en face de la station Star Oil – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 36 – 📠 : (223) 20 70 05 37

@ : <ag.dibida@boamali.com>

FALADIÈ

Immeuble Kouma – Av. de l'OUA – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 41 – 📠 : (223) 20 70 05 42

@ : <ag.faladie@boamali.com>

GRAND MARCHÉ

Immeuble Babou Yara – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 49 – 📠 : (223) 20 70 05 81

@ : <ag.grandmarche@boamali.com>

HAMDALLAYE

Av. Cheick Zayed – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 84 – 📠 : (223) 20 70 05 85

@ : <ag.hamdallaye@boamali.com>

HIPPODROME

Route de Koulikoro – Porte 1236 – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 94 – 📠 : (223) 20 70 05 93

@ : <ag.hippo@boamali.com>

MAGNAMBOUGOU

Stop de Magnambougou, en face de l'immeuble

Wassulu – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 35 – 📠 : (223) 20 70 05 72

@ : <ag.magnambougou@boamali.com>

MARCHÉ DE MÉDINE

Derrière le Stade Modibo Keita au Marché de Médine
Bamako

☎ : (223) 20 70 05 69 – 📠 : (223) 20 70 05 70

@ : <ag.medine@boamali.com>

ROUTE DE L'AÉROPORT

Sur la Route de l'Aéroport avant le Parc des expositions
Bamako

☎ : (223) 20 70 05 33 – 📠 : (223) 20 70 05 34

@ : <ag.aeroport@boamali.com>

SÉBÉNIKORO

Route de Guinée – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 48 – 📠 : (223) 20 70 05 49

@ : <ag.sebenikoro@boamali.com>

ZONE INDUSTRIELLE

Route de Sotuba, à côté de la station Star Oil – Bamako

☎ : (223) 20 70 05 22 – 📠 : (223) 20 70 05 40

@ : <ag.zoneindustrielle@boamali.com>

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

BOUGOUNI

Quartier Administratif, Route Yanfolila – Bougouni

☎ : (223) 20 70 05 72 – 📠 : (223) 20 70 05 99

@ : <ag.bougouni@boamali.com>

GAO

Quartier Djoulabougou, face au Palais de Justice – Gao

@ : <ag.gao@boamali.com>

KAYES

Quartier Liberté – BP 245 – Kayes

☎ : (223) 20 70 05 77 – 📠 : (223) 20 70 05 78

@ : <ag.kayes@boamali.com>

KOULIKORO

Plateau I – Porte N°4589 – Koulikoro

☎ : (223) 20 70 05 71 – 📠 : (223) 20 70 05 67

@ : <ag.koulikoro@boamali.com>

KOUTIALA

Quartier de Coco sur la route de Ségou

BP 65 – Koutiala

☎ : (223) 20 70 05 75 – 📠 : (223) 20 70 05 76

@ : <ag.koutiala@boamali.com>

MOPTI

La Place des Défilés, en face du fleuve – Mopti

☎ : (223) 20 70 05 95 – 📠 : (223) 20 70 05 96

@ : <ag.mopti@boamali.com>

NIORO

Place du marché – Immeuble Cheick Sidi Tahara Diallo

Nioro du Sahel

☎ : (223) 20 70 05 88 – 📠 : (223) 20 70 05 89

@ : <ag.nioro@boamali.com>

SÉGOU

Quartier Commercial – Immeuble Sory Konandji

Ségou

☎ : (223) 20 70 05 86 – 📠 : (223) 20 70 05 87

@ : <ag.segou@boamali.com>

SIKASSO

BP 229 – Sikasso

☎ : (223) 20 70 05 74 – 📠 : (223) 20 70 05 73

@ : <ag.sikasso@boamali.com>

TOMBOUCTOU

Quartier Badjindé – Tombouctou

@ : <ag.tombouctou@boamali.com>

BUREAUX DE PROXIMITÉ / LOCAL BRANCHES: voir au dos / see back.

BUREAUX DES STATIONS SERVICE / OFFICES AT SERVICE STATIONS: voir au dos / see back.